

LE NORD



HEARST, le jeudi 25 septembre 2025

Vol.50 - N° 23- 2,86 \$ +TPS

- 11 50^E DE MATTICE
- 18 LA CAISSE ALLIANCE APPUIE
- 21 ALTERNATIVES AU GLYSOPHATE

LGS VENDREDI 3 OCTOBRE
45\$ LE BILLET
À LA PORTE: 50\$
BILLETTS VENDUS UNIQUEMENT AUX BUREAUX DES MÉDIAS DE L'ÉPINETTE NOIRE INC. AU 1004, RUE PRINCE.

EN SPECTACLE STYLE CABARET
PRÉSENTÉ PAR LES MÉDIAS DE L'ÉPINETTE NOIRE
EN COLLABORATION AVEC LE CONSEIL DES ARTS DE HEARST

Estelle & John en ouverture... et pour finir le PARTY!

CAHIER SPÉCIAL :

6-9



Journée nationale de la
**VÉRITÉ ET DE LA
RÉCONCILIATION**

CAHIER SPÉCIAL

UN DEMI-SIÈCLE DE FIERTÉ



12 à 17

Célébrée depuis 1975, la Journée des Franco-Ontariens marque un demi-siècle de reconnaissance officielle de l'identité et de la contribution des francophones à l'Ontario.

LUMBERJACKS :

25-27



QUI PEUT DÉTRÔNER LES CUBS DE SUDBURY CETTE SAISON?

L'USINE KAPPAPER



2-3

Photo : ctvnews/web

Dans ce contexte de pression commerciale entre le Canada et les États-Unis avec les tarifs, l'industrie du bois canadienne subit des conséquences, particulièrement dans le Nord de l'Ontario.

Ford **LE COURS MOTOR SALES**

En inventaire maintenant



Prix employés *Ford* en cours

389 \$ + hst
aux 2 semaines



**LOCATION 48 MOIS
64 000 KM**

Hearst: 705.362.4011
Kapuskasings: 705.335.8553

2025 BADLANDS 2DR

lecoursmotorsales.ca

Le personnel de soutien du Collège Boréal à Hearst poursuit sa grève

Par Ndery Dione

Les deux membres du personnel de soutien à temps plein du Collège Boréal à Hearst sont toujours touchés par la grève. Depuis plus d'une semaine, Danny Richard et Lisa Dallaire poursuivent leur mobilisation, pancartes à la main, faisant preuve de courage et d'implication.

Technicien informatique aux campus de Hearst et Kapuskasing, Danny Richard se charge d'appuyer les étudiants et le personnel dans tout ce qui est technique.

« Pour le campus de Kapuskasing, j'appuie beaucoup les étudiants et le personnel à distance par rapport à leurs portables et à l'équipement des salles de vidéoconférence. Je me déplace aussi à Kapuskasing une ou deux fois par semaine, tout dépendant des besoins. Nous avons quatre salles de vidéoconférence sur chaque campus et je gère tout ce qui est informatique. » En ce qui concerne la situation actuelle de la grève, Danny attend que le syndicat et le Conseil des

employeurs des collèges (CEC) se joignent à la table de négociations. « Présentement, à ce que je sache, ils ne sont pas encore rendus à la table de négociations pour discuter de la situation et on attend ça pour voir. »

Le souhait de Danny Richard est que les deux parties impliquées puissent se rencontrer et négocier afin de parvenir à une entente acceptée par l'ensemble du personnel de soutien, permettant ainsi à tous de reprendre le travail.

Quant à Lisa Dallaire, elle est l'agente postsecondaire au Collège Boréal de Hearst et fait partie des employés de soutien à temps plein qui sont en grève en ce moment.

« On est plus de 10000 dans la province. Et moi, mon emploi au Collège Boréal, c'est vraiment d'offrir du soutien aux étudiants et aux professeurs. Par exemple, si les étudiants ont besoin d'accès à des services, comme des formulaires, des horaires de cours, et un peu dans leurs quotidiens, ils viennent me voir. J'appuie aussi les professeurs s'ils ont besoin d'aide. » Mme Dallaire estime qu'il est important de s'impliquer dans la grève afin de rappeler que le personnel de soutien est indispensable au travail. « Avoir un collège qui a tout son personnel, qui ne manque pas de gens, et où il n'y a pas de fermeture de campus, c'est important.



Photo : Ndery Dione

Parce que c'est ça qu'on veut : que les étudiants aient toujours les mêmes bons services, et puis protéger l'éducation publique. »

Danny Richard et Lisa Dallaire ont tous les deux mentionné que leur absence auprès des étudiants et de leurs collègues pourrait poser quelques difficultés. En temps normal, leur quotidien est très chargé et il y a toujours quelqu'un dans leur bureau qui a une question ou qui a besoin d'aide pour quelque chose.

FONOM et NOMA demandent un soutien fédéral pour protéger le secteur forestier du Nord de l'Ontario

Par Ndery Dione

La Federation of Northern Ontario Municipalities (FONOM) et la Northwestern Ontario Municipal Association (NOMA) exhortent d'urgence le gouvernement du Canada à prendre des mesures immédiates pour protéger le secteur forestier du Nord de l'Ontario dans un communiqué publié le 18 septembre. Sans intervention, préviennent les deux organisations, la stratégie nationale sur le logement du Canada sera compromise.

Dans une lettre conjointe adressée au premier ministre Mark Carney et au ministre du Logement et de l'Infrastructure Gregor Robertson, FONOM et NOMA ont souligné que l'engagement du Canada à doubler la construction de logements dans le cadre de l'initiative *Build Canada Homes* dépend d'un approvisionnement stable et concurrentiel en bois d'œuvre canadien.

« Au cœur du plan canadien pour le logement, il y a le bois — et ce bois provient du Nord de l'Ontario. L'usine de papier de Kapuskasing est la pierre angulaire d'un système intégré qui maintient en activité les scieries de toute la région. Si Ottawa n'intervient pas maintenant, ces scieries fermeront, les emplois disparaîtront et les fondations

mêmes du plan de logement s'effondreront », déclare Danny Whalen, président de FONOM.

L'objectif de la Federation of Northern Ontario Municipalities (FONOM) est d'améliorer la qualité de vie économique et sociale des habitants du Nord de l'Ontario, d'assurer l'avenir de la jeunesse, de promouvoir des gouvernements municipaux forts et efficaces et de défendre les solutions aux problèmes municipaux qui contribuent au bien-être et à la durabilité des communautés.

La préoccupation immédiate dans le communiqué est la fermeture imminente de l'usine de Kapuskasing, prévue dans deux semaines. L'installation fournit des débouchés essentiels pour les copeaux et l'écorce; sans elle, les

scieries de Kapuskasing, Hearst, Chapleau et Cochrane seront confrontées à des fermetures en cascade.

« Il ne s'agit pas que d'une seule usine, il est question de protéger une chaîne d'approvisionnement nationale. Une fois cette capacité perdue, elle ne pourra pas être rétablie rapidement — autant qu'elle puisse l'être. Le Canada ne peut pas tenir sa promesse en matière de logement sans un secteur forestier fort dans le Nord de l'Ontario. Le moment d'agir, c'est maintenant », affirme Rick Dumas, président de NOMA.

Quant à la Northwestern Ontario Municipal Association (NOMA), son objectif est de représenter les intérêts des municipalités du Nord-Ouest de l'Ontario, en

promouvant et en défendant les besoins des gouvernements municipaux auprès des autres ordres de gouvernement. Pour ce faire, la NOMA travaille à faire avancer les standards de la gouvernance municipale, à faciliter le transfert d'informations, et à soutenir des partenariats qui contribuent à la prospérité et au bien-être de cette région de l'Ontario.

La FONOM et la NOMA demandent à Ottawa d'affecter des fonds de l'agence Build Canada Homes pour stabiliser des installations comme l'usine de Kapuskasing, de s'attaquer aux droits et tarifs punitifs imposés par les États-Unis qui fragilisent les producteurs canadiens, et de reconnaître que le secteur forestier de l'Ontario est un élément essentiel de la stratégie canadienne du logement.

Selon eux, l'Ontario a déjà pris des mesures pour soutenir l'industrie, mais une intervention fédérale est désormais indispensable.

« Nous sommes prêts à travailler avec le gouvernement du Canada pour trouver des solutions. Mais le temps presse — il est question de jours, pas de mois », ajoute Danny Whalen.

FAITES CIRCULER L'INFORMATION LOCALE. PARTAGEZ L'INFOLETTRE AVEC VOS PROCHES ET INVITEZ-LES À S'ABONNER!

LE NORD 

→ Chaque jeudi, par courriel

→ Gratuitement, pour l'instant



JE M'ABONNE

Guy Bourgouin réagit concernant la situation de l'usine Kap Paper de Kapuskasing

Par Ndery Dione

Dans ce contexte de pression commerciale entre le Canada et les États-Unis avec les tarifs, l'industrie du bois canadienne subit des conséquences, particulièrement dans le Nord de l'Ontario. Guy Bourgouin a donné son point de vue le 19 septembre, à l'émission L'Info sous la loupe diffusée sur les ondes de CINN 91,1, au sujet du communiqué publié la semaine dernière par FONOM et NOMA, indiquant que l'usine Kap Paper de Kapuskasing risque de fermer dans deux semaines si le gouvernement fédéral n'intervient pas pour apporter de l'aide.

Le député a apporté quelques explications au sujet de cette nouvelle concernant l'usine de papier à Kapuskasing. Il a souligné que juste après la sortie du communiqué, des journalistes l'ont appelé pour obtenir des informations, mais qu'il n'était pas du tout au courant.

« Honnêtement, c'était une surprise pour moi. Je n'ai pas été contacté par la compagnie. J'ai appelé des syndicats, ils n'avaient rien entendu, de même que les employés. On sait que la province investit 6 millions de dollars et il faut reconnaître que cet argent-là est bienvenu dans l'usine Kap Paper. Le communiqué vient du président de FONOM que je connais bien. J'ai même essayé de le contacter pour avoir plus d'informations, mais il ne m'a pas retourné l'appel ».

Selon M. Bourgouin, après avoir discuté avec le syndicat, la compagnie a dit qu'il n'y aura pas de mise à pied dans deux semaines pour les activités de l'entreprise. Pour avoir plus d'informations, Guy Bourgouin voulait discuter avec la compagnie en appelant le président qui n'était pas joignable; il n'a pas retourné son appel lui non plus.

« Mais qu'est-ce que j'entends, c'est qu'il n'y aura pas de mise à pied dans deux semaines. Les 6 millions aident beaucoup l'entreprise pour garder les opérations. Mais ils sont toujours à la demande, et il ne faut pas oublier que le

moulin à papier est une usine qui est assez vieille. Donc, il faut conserver l'usine parce qu'on sait que la difficulté est tout attachée à l'industrie et ce n'est pas juste Kap Paper qui veut fermer. J'ai eu la chance de rencontrer le président de GreenFirst la semaine d'avant. Et puis, il parlait avec moi de ce qui va se passer avec ses usines. Pour lui, il va y avoir des décisions à prendre. »

Pour le député, la décision du président de GreenFirst c'est qu'il va investir dans d'autres choses. D'après M. Bourgouin, techniquement, si le gouvernement provincial ne fait rien pour cette usine-là, ça veut dire qu'elle va peut-être fermer. Et en tant que président d'une compagnie, il devra restructurer pour être certain que ses usines continuent d'opérer.

« Ça veut tout dire. Peut-être qu'il va investir dans le bail au Fire, le bail au Charcure ou dans d'autres pleins produits qui pourraient s'attacher après ces usines de sièges pour sauvegarder nos emplois. C'est sûr que moi, dans ma lecture, je veux les deux : je veux garder mon usine de papier et je veux avoir ces usines-là. Après avoir exploré ça avec eux autres, ils m'ont dit qu'on est peut-être mieux d'avoir toutes parce qu'il ne faut pas oublier qu'il y a deux usines de moulin à papier qui sont fermées; il y en a une à Espanola et l'autre à Val Thérèse. »

Pour le député, il va falloir que la

province aide ces usines-là. Autrement dit, on est dans le temps où il faut investir et protéger nos emplois en travaillant avec les municipalités et avec tout le monde.

« Des fois, on travaille en parallèle. Et puis, il va falloir qu'on mette la partisanerie de côté et qu'on travaille tous ensemble. Parce que ce n'est pas à propos de Bourgouin ou n'importe qui, de même que de la couleur d'un parti politique. Mais c'est de garder nos régions en santé et économiquement viables. Moi je veux travailler de cette façon-là, mais il faut avancer et faire certain qu'on sauvegarde nos emplois. »

Concernant la situation de l'usine Kap Paper, le député a bien apprécié les 6 millions reçus du gouvernement provincial, soulignant que l'annonce qui a été faite au sujet de la biomasse attachée à l'usine avant les dernières élections est bienvenue également.

« Je pense qu'il faut dégeler les contrats qu'on signe pour cinq ans,

mettons-les 10 ans. Et puis, donnons-leur plus de chances de vendre et développer encore plus le marché. On est capable de le faire », propose M. Bourgouin.

Le député Bourgouin a aussi mentionné que, contrairement à ce que disent certains, si le moulin Kap Paper ferme, la Ville de Kapuskasing ne fermera pas parce qu'il y a un autre moulin à côté. Mais c'est sûr que ça va faire mal, étant donné que ce moulin à papier est l'un des plus gros employeurs dans la région.

« Quand tu dis que je suis député et je n'ai pas su cette situation financière ou cette information-là pour une raison quelconque, qu'ils ne veulent pas m'informer. Je trouve que ça, c'est un gros manque. Moi, je suis un allié et quand je travaille sur ce domaine-là, je travaille étroitement pour faire certain qu'on est tous sur la même longueur d'onde. Je ne suis pas là pour nuire au processus, mais je suis là pour aider le processus. Mettons nos partisaneries de côté et sauvons les emplois, parce que finalement, ce sont les emplois qui comptent. Ce n'est pas Bourgouin, ni les conservateurs, ni tous les autres partis, ça n'a pas rapport avec ça. C'est sauver les emplois, protéger et garder notre région financièrement viable. »

**TOUS LES VENDREDIS
DE 11 h À 13 h**

**L'INFO SOUS
LA LOUPE**
AVEC STEVE MC INNIS

Présenté par

Caisse Alliance

CINN911.com

REH | www.exprehub.com | @ReEstateHUB | (613)-707-5146 | exp REALTY BROKERAGE

REAL ESTATE HUB

ENCADREMENT • CONNAISSANCE • DÉVOUEMENT

NOTRE PROMESSE POUR VOUS





ÉQUIPE

Steve Mc Innis, directeur général et éditeur
smcinnis@hearstmedias.ca
Manon Longval, ventes
vente@hearstmedias.ca
webTactics | DAY Communications, ventes nationales
danielle.Jones@daycommunications.ca
Ndery Dione, journaliste
nderydione3@gmail.com
Renée-Pier Fontaine, journaliste pigiste
rpfontaine@hearstmedias.ca
Guy Morin, journaliste sportif
guymorin72@gmail.com
Gilles Péloquin, journaliste sportif
gpelo1951@hotmail.com
Maurice Lepage, maquettiste
pub@hearstmedias.ca
Nathalie Gagné, réception et distribution
info@hearstmedias.ca
Julie Pelletier, comptabilité
jpelletier@hearstmedias.ca
Francine Lacroix, employée de soutien
flacroix@hearstmedias.ca
Claire Forcier, réviseure bénévole
Marc Bédard, chroniqueur

Site web : lenord.ca
Facebook : C'INN à Hearst

Journal Le Nord
1004, rue Prince, C.P. 2648
Hearst (ON) P0L 1N0
705 372-1011



Le Nord est géré par les Médias de l'épINETTE noire

Les Médias de l'épINETTE noire est un organisme sans but lucratif gérant le journal Le Nord, la radio C'INN 91.1 et leurs plateformes web, appuyé par un conseil d'administration.

Gérard Payeur, président
Suzanne Dallaire Côté, vice-présidente
Lise Camiré Laflamme, trésorière
Paul Baril, administrateur
Julie Charbonneau, administratrice

Notre journal rectifiera toute erreur de sa part qui lui est signalée dans les 48 heures suivant la publication. La responsabilité de notre journal se limite, dans tous les cas, à l'espace occupé par l'erreur pourvu que l'annonce en question nous soit parvenue avant l'heure de tombée. Il est interdit de reproduire le contenu de ce journal sans l'autorisation écrite et expresse de la direction. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement canadien, par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques servant à nos activités d'édition.



Notez que le journal Le Nord utilise l'orthographe rectifiée et le programme Antidote 10.

Prenez note que nous ne sommes pas responsables des fautes dans plusieurs des publicités du journal. Nombreuses sont celles qui nous arrivent déjà toutes prêtes et il nous est donc impossible de changer quoi que ce soit dans ces textes.

Communiquez avec l'équipe par téléphone ou passez nous voir au bureau lors des heures d'accueil, soit du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 16 h 30. Nous sommes fermés les samedis et dimanches.

réseau presse
médias professionnels de l'Info locale

FIER MEMBRE

Le Nord est publié depuis mars 1976.
Il est passé aux mains des Médias de l'épINETTE noire en mai 2016.

ISSN 1199-0805



Le droit à l'information doit devenir une responsabilité partagée



Avoir accès à de la bonne information permet d'avoir une vision plus juste de la société dans laquelle nous vivons. Photo : Shiona Das – Unsplash

Le droit à l'information doit dépasser le cadre gouvernemental. Il serait d'ailleurs préférable de parler de devoir d'information. Les instances publiques doivent être transparentes, les médias doivent être transparents, et les citoyennes et citoyens doivent chercher à mieux s'informer.

Le 28 septembre est la Journée internationale de l'accès universel à l'information, qui a été proclamée par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en 2015.

À l'échelle internationale, elle est présentée comme une invitation à la transparence des gouvernements afin de promouvoir l'inclusivité et la confiance.

Cependant, alors que l'information de piètre qualité, la désinformation et la mésinformation produites par l'intelligence artificielle envahissent le web, le concept de droit à l'information — il faudrait peut-être commencer à dire « droit à de l'information digne de confiance » — doit dépasser les gouvernements.

Ce concept doit inspirer toutes les agences publiques, toutes les institutions et les entreprises qui ont la capacité d'influencer la société. Toutes les personnes qui ont le droit de voter doivent aussi s'en préoccuper sérieusement.

Révision de la loi canadienne

Le Canada est l'un des pionniers en matière de transparence de l'information. En 1983, il est devenu le cinquième pays à adopter une telle loi. Quarante-deux ans plus tard, elle a grandement besoin d'un coup de modernité.

Le 20 juin, le gouvernement du Canada a lancé l'examen de 2025 de la Loi sur l'accès à l'information. Une démarche obligatoire puisque, depuis 2019, un nouvel article ajouté à cette loi exige qu'elle soit révisée tous les cinq ans.

Justement, pendant sa campagne électorale du printemps, l'actuel premier ministre, Mark Carney, a promis un « examen objectif » de la loi.

Les médias et le Commissariat à l'information du Canada font la liste des ratés de la Loi sur l'accès à l'information depuis plusieurs années.

Dans des lettres au premier ministre et au ministre du Conseil du Trésor, la commissaire Caroline Maynard écrit : « Depuis que je suis devenue Commissaire à l'information en 2018, j'ai constaté un déclin constant du système d'accès à l'information, à un point tel qu'il n'atteint plus son but : permettre l'accès à l'information qui peut et doit être communiquée. »

La commissaire dit avoir remarqué que les institutions fédérales se préoccupent avant tout de ce que la loi leur

permet de cacher, plutôt que de l'information qui doit être communiquée.

Le système fonctionne en quelque sorte à l'envers : vous devez demander d'avoir accès à une information publique.

Dans la mesure du possible, ces informations devraient être accessibles par défaut et non cachées derrière une bureaucratie qui cherche à garder des secrets. Dès qu'un mémo est lancé, dès qu'une lettre est envoyée, dès qu'un tableau est monté, ils devraient être rendus publics.

C'est ce qu'une loi remaniée devrait chercher à faire. Les technologies actuelles pourraient le permettre. Une telle transparence ne convaincra peut-être pas les ultrasceptiques, mais elle empêchera peut-être des personnes de le devenir.

À votre tour

Du côté des médias, la discussion sur la transparence est entamée depuis quelques années. Des initiatives comme le Trust Project et la Journalism Trust Initiative sont nées du besoin de transparence dans la production de l'information.

Au tour du public de prendre ses responsabilités. La méfiance aveugle n'est pas plus productive que la confiance aveugle. Remettez en question ce que les campagnes de marketing, les médias et les influenceurs et influenceuses livrent comme information de la même façon que vous remettez en question les annonces gouvernementales.

Ne vous fiez pas seulement à ce qu'une source vous donne comme information pour construire votre opinion. Surtout si cette source ne contredit pas votre point de vue.

Tentez d'absorber le plus d'informations et de perspectives que possible pour élever le niveau de transparence des informations que vous avez et, ainsi, renforcer votre objectivité et votre prise de décisions.

Destruction de la réalité par l'intelligence artificielle

Garantir l'accès à l'information est la partie la plus facile. Ce qui est plus difficile, c'est de regagner la confiance de la part de la population qui ne veut plus croire les autorités gouvernementales et ses représentants ainsi que la science et les preuves qu'elle apporte.

Il était déjà trop facile de remettre en doute la véracité d'une information ou d'une image. Ça se voit dans les cercles conspirationnistes. Par exemple, les personnes qui croient que la terre est plate déclareront instantanément qu'une photo ou une vidéo leur montrant que la terre est ronde ou que l'espace existe « a été créée de toutes pièces par ordinateur ».

Les outils d'intelligence artificielle (IA) rendent cette excuse de plus en plus facile à utiliser pour les sceptiques. Sans garde-fou, sans règle d'utilisation et sans balise pour l'IA, le phénomène ne fera que s'accroître.

Les notions de vérité et de réalité sont pourtant centrales à la recherche du droit à l'information. En tant que société, nous devons retrouver la façon de vivre dans la même réalité.

La transparence ne suffira malheureusement plus comme gage de confiance. Mais elle doit être le point de départ.

Julien Cayouette,
rédacteur en chef – Francopresse



Les bureaux des Médias de l'épINETTE noire seront fermés le lundi 29 septembre.

Nos médias locaux : entre fierté et inquiétude

Par Simon Forgues – Libre opinion

COURRIER – Les 11 et 12 septembre, à Ottawa, les représentants des médias des communautés de langues officielles en situation minoritaire (MCLOSM) ont vécu un forum en véritables montagnes russes, avec des montées grisantes de fierté, suivies de descentes abruptes vers des constats plus sombres, voire terrorisants.

Pour tout vous dire, j'ai pris quelques jours pour digérer la matière et tourner mes doigts sept fois sur le clavier avant d'écrire ces lignes. Car ce que j'ai vu et entendu mérite qu'on s'y attarde. Sérieusement.

Ça monte... puis ça redescend abruptement

D'un côté, les participants ont été portés vers les hauteurs par la reconnaissance du rôle vital que jouent nos médias locaux dans la vitalité et l'épanouissement de leurs communautés.

De l'autre, la descente a été rapide. Puisqu'on leur a fait la démonstration — parfois crue — du manque de reconnaissance dont ces médias souffrent, y compris au sein de leur propre milieu.

On ne va pas se mettre des œillères

ni se raconter d'histoires.

À l'ère des Netflix, YouTube et Facebook, on semble avoir oublié que, tout près de chez nous, des médias de proximité racontent nos histoires mieux que quiconque.

Pourtant, ces voix locales traversent aujourd'hui une tempête sans précédent.

Un livre blanc lucide et une sonnette d'alarme

Le livre blanc « Vérités, défis, occasions à saisir et pistes d'avenir », dévoilé lors du forum Voix locales du Consortium des MCLOSM, brosse un portrait lucide de la situation.

Déjà, l'on constate entre autres choses que les médias eux-mêmes ont déjà fait un examen de conscience et une sorte d'autoévaluation. Ce qui n'est pas négligeable.

Reconnaître qu'on a un sérieux problème est déjà en soi le début d'un long processus vers la guérison. Ce livre blanc identifie quatre chantiers ambitieux — mais réalistes — afin de préserver cet écosystème fragile. Or, la réussite de ces quatre chantiers dépendra d'un engagement concerté de tous les acteurs concernés.

Les quatre chantiers

1. Organisationnel : Les médias eux-mêmes doivent innover, mobiliser leur milieu et moderniser leurs installations. L'autoévaluation menée pour ce livre blanc montre déjà une ouverture à ce changement, comme je l'écrivais précédemment.

2. Sectoriel : Le Consortium et les organismes de représentation doivent assumer un leadership fort et multiplier les initiatives concrètes. J'ai l'impression que ce livre blanc, le sondage Nanos, ainsi que les cercles d'exploration réalisés pendant le forum sont de bons pas dans la bonne direction.

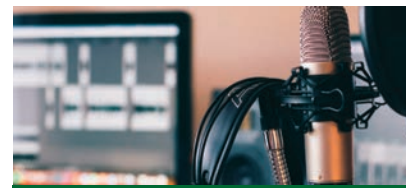
3. Gouvernemental : Au-delà des discours, les gouvernements, à tous les niveaux, doivent reconnaître et financer adéquatement ces médias. Déjà, je crois qu'on peut se réjouir de la présence de nombreux représentants du gouvernement à cet événement qui s'est tenu à Ottawa.

4. Institutionnel et associatif : Enfin, les associations porte-paroles et les gens du milieu, francophones hors Québec et anglophones au Québec, doivent se mobiliser et plaider activement pour la survie de leurs propres médias.

Le virage le plus serré

Franchement, c'est sur ce dernier chantier que mes inquiétudes sont les plus vives. Celui institutionnel et associatif. Je trouve que le virage sera serré et difficile à emprunter. Surtout en bas d'une pente aussi raide que celle-là.

J'ai vu, au fil de mes 18 années au sein d'une association nationale de radio communautaire, des organisations abandonner leur licence de radio ou délaissé leur hebdo local au profit d'un usage presque exclusif des plateformes numériques étrangères.



« À l'ère des Netflix, YouTube et Facebook, on semble avoir oublié que, tout près de chez nous, des médias de proximité racontent nos histoires mieux que quiconque. ».

Photo : Will Francis - Unsplash

Il ne s'agit pas d'accuser, mais de constater. En agissant ainsi, on scie la branche sur laquelle on est assis. Ces médias, souvent créés par les communautés elles-mêmes, sont les wagons essentiels d'un train collectif dans lequel nous filons sur les rails de notre avenir linguistique. S'en détacher, c'est affaiblir tout le convoi.

Visons les sommets plutôt que les descentes

Les membres du Consortium ont montré la voie. En faisant preuve d'humilité, d'introspection et d'une volonté d'agir. Ils ont su mettre cartes sur table, partager leurs défis et proposer des solutions concrètes. Cette ouverture devrait inspirer l'ensemble des organismes porte-paroles, qu'ils soient francophones hors Québec ou anglophones au Québec, à s'engager dans le même exercice.

Puisque la préservation de nos médias locaux n'est pas un luxe, mais une nécessité.

Ils sont la mémoire vivante de nos communautés, le reflet de notre culture et un pilier de notre avenir collectif. Les soutenir, c'est investir dans notre propre voix.

À chacun maintenant de prendre sa part : citoyens, institutions, gouvernements, associations.

Visons à nouveau les sommets de ce grand parcours en montagnes russes, afin qu'on recommence à monter plutôt que de rester coincés dans une descente infernale sans fin. Je vous invite à consulter le livre blanc et les résultats du sondage Nanos, disponibles sur le site du Consortium, et à réfléchir à ce que vous pouvez faire, dès aujourd'hui, pour que nos voix locales continuent de grimper vers de nouveaux sommets — plutôt que de rester coincés en bas de la piste.

Simon Forgues,
Conseiller en stratégie
et communication
Alliance des radios
communautaires du Canada

Drapeau franco-ontarien : 50 ans et encore jeune





Journée nationale de la VÉRITÉ ET DE LA RÉCONCILIATION



Rendons hommage aux peuples autochtones et soutenons leur rayonnement!



Le 30 septembre 2025 se déroule la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation. Il s'agit d'une occasion de commémorer l'histoire douloureuse des personnes disparues ainsi que des survivants des pensionnats autochtones, de même que les profonds traumatismes qui se sont ensuivis durant des décennies. Le gouvernement canadien nous invite donc à nous unir dans cette prise de conscience basée sur la transparence et l'ouverture, mais aussi à participer au rayonnement de ces communautés.

Porter de l'orange

Symbole de la dépossession de culture et de liberté, le chandail orange est porté tous les 30 septembre en signe d'appui aux communautés

autochtones qui ont souffert des conséquences intergénérationnelles des pensionnats.

La reconnaissance et le respect de ces peuples sont un premier pas vers une réconciliation basée sur la coopération, et chaque citoyen du pays peut mettre la main à la pâte en démontrant ouvertement son soutien.

Le Répertoire national des entreprises autochtones dresse une liste de toutes les PME autochtones au Canada. Un outil interactif permet notamment d'y cibler une province ou un secteur d'activité précis pour orienter la recherche.

En favorisant l'émancipation des Premières Nations, des Inuits et des Métis, nous participons à la construction d'une société plus juste. Pour en savoir plus sur les activités de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation planifiées dans votre région, contactez votre municipalité ou consultez vos médias locaux!

Soutenir les entreprises

La participation des Autochtones à l'activité économique des régions est l'une des clés de leur intégration durable et respectueuse. En ce sens, choisir de faire affaire avec des entrepreneurs issus de ces communautés est une façon simple et accessible de contribuer à leur rayonnement.


 NOUS ENCOURAGEONS LES CITOYENS ET CITOYENNES À OBSERVER UN MOMENT DE RÉFLEXION EN CETTE

Journée nationale de la vérité et de la réconciliation
 #ChaqueEnfantCompte
 30 septembre




CHAQUE ENFANT COMPTE

Nous nous souvenons des enfants emmenés de force dans les pensionnats autochtones.
 Nous pleurons les enfants qui ne sont jamais rentrés à la maison.
 Et nous renouvelons notre engagement d'appuyer le chemin vers la guérison des survivant-es et de leurs familles.

Journée nationale de la vérité et de la réconciliation!



GUY BOURGUIN
 MPP Mushkegowuk—James Bay
 Député provincial de Mushkegowuk—Baie James



Les peuples autochtones possèdent des cultures riches et variées. Musées d'art et d'histoire, artisans, musiciens, peintres, autrices... explorez leurs 1001 nuances!

Elisabeth Labrie rappelle l'importance de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation

Par Ndery Dione

La Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, un évènement annuel reconnu par le gouvernement fédéral, sera célébrée le 30 septembre prochain. Pour en rappeler l'historique, Elisabeth Labrie, conjointe d'une personne d'origine autochtone et professeure au programme de psychologie à l'Université de Hearst, a partagé son point de vue.

Les écoles résidentielles, une politique parmi d'autres

Elisabeth Labrie a rappelé l'existence des écoles résidentielles dans le passé, partout au Canada, pour essayer de contextualiser la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation. Selon elle, cette journée surpasse les écoles résidentielles et ajoute que ces dernières ne constituaient pas la seule politique jadis utilisée contre les Premières Nations, mais c'était la plus destructrice.

« Ça, je pense que c'est important qu'on le rappelle aussi, parce que les Premières Nations ont vécu beaucoup de difficultés dans le passé et encore aujourd'hui. Les politiques qui ont été mises en place visent leurs disparitions. Donc, que ce soit par exemple la rafle des années 60, les civilisations forcées des femmes autochtones, les écoles résidentielles et que ce soit aussi au moment où on enlevait le statut des femmes si elles se mariaient à l'extérieur de leur communauté. Et les hommes aussi, s'ils voulaient, par exemple pour avoir acheté de l'alcool, on enlevait leur statut. »

Selon Mme Labrie, les affaires indiennes sont gérées par le gouvernement fédéral; il y a eu des règlements auprès de la cour et maintenant c'est rétabli. Mais ça affectait principalement les femmes. Pour elle, ce qui est à retenir de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, c'est de reconnaître l'histoire des écoles résidentielles bien sûr, mais il faut savoir que l'histoire coloniale est beaucoup plus vaste.

« Il faut aussi reconnaître l'ensemble des pratiques institutionnelles qui ont affecté et affectent encore les Premières Nations à différents niveaux, que ce soit économique ou familial. Je sais que cette journée vise principalement l'histoire des écoles résidentielles, mais il ne faut pas oublier que cette histoire-là est encore plus vaste. »

Un vécu personnel qui éclaire la réconciliation

Pour son cas personnel, Elisabeth Labrie avoue que le fait d'être en couple avec une personne d'origine autochtone lui a donné une certaine ouverture d'esprit.

« Il y a tellement de choses qu'on ne connaît pas. Et puis, juste le fait de vivre présentement en couple me permet de comprendre qu'il y a des nuances et des apprentissages qu'on ne peut pas faire à moins qu'on soit dans l'expérience et le milieu en tant que tel. Toute la perception d'enfant, par exemple, c'est toute la communauté qui en prend soin. Mais moi, je l'ai compris seulement quand je l'ai vécu et quand je le vois. Il y a plusieurs valeurs et concepts qui sont très abstraits que tu ne peux pas comprendre à moins que tu vives ça. »

Des impacts encore visibles aujourd'hui

Cependant, la professeure a indiqué que les impacts des écoles résidentielles peuvent être décrits avec des faits comme le taux de criminalité, la violence, les femmes disparues et assassinées, la perte de repères identitaires. Évidemment, les conséquences sont nombreuses.

« Voir ces impacts, comment ça affecte même des personnes autochtones? Mon conjoint a eu une bonne éducation, il a un bon emploi et son statut socio-économique est quand même bien. Mais, une personne comme lui et sa famille portent encore les séquelles immédiates des écoles résidentielles. Et moi, je trouve que c'est très frappant, parce qu'après plusieurs générations, le fait qu'on ne parle pas la langue ou aussi que des questions identitaires vont les suivre durant toute leur vie. Il y a des problèmes d'anxiété, de dépressions, de toxicomanies. »

Des défis pour les générations futures

Du côté de ses enfants, Elisabeth Labrie a souligné quelques défis qui se pointent souvent par

rapport à certains commentaires racistes ou stéréotypés, et parfois ils ne savent pas comment réagir.

D'autre part, ses enfants en sont conscients et ils ont un intérêt à l'apprentissage. D'après elle, à cause des écoles résidentielles et les autres mesures coloniales dans le passé qui ont fait beaucoup de mal, les Autochtones disent souvent en anglais que « la culture est encore présente, mais il faut juste l'avoir trouvée » et ils sont très conscients de ça.

La réconciliation comme devoir citoyen

En outre, Mme Labrie souhaite voir dans cette célébration le devoir en tant que citoyennes et citoyens canadiens de savoir et comprendre l'utilité de la réconciliation, et de le reconnaître. « Cette journée nous rappelle que, peu importe où on est rendu dans notre parcours de conscientisation, on doit le mettre en action. Parce qu'on ne peut pas se réconcilier, si on ne sait pas pourquoi on fait une réconciliation. »

La professeure a rappelé également que cette Journée nationale de la vérité et de la réconciliation représente une journée parmi toutes celles où l'on devrait être conscient de l'histoire que toute la population partage avec les Premières Nations. Et, dans sa conception, cette conscience-là ne devrait pas se résumer à une seule journée. Il faut qu'ensemble on la développe et la nourrisse



Elisabeth Labrie
Photo de courtoisie

quotidiennement.

« La réconciliation commence dans l'esprit de chacun. Donc, juste être conscient que chaque jour on marche sur un territoire sur lequel on nous accueille après plus de 400 ans. Avoir juste cette conscience-là, c'est un début de réconciliation. Par contre, au niveau communautaire, je trouve qu'il n'y a aucune activité pour la réconciliation. À part, peut-être, dans le milieu scolaire comme les écoles primaires, secondaires et même à l'université et au collège où il y a des évènements. L'an passé, je sais qu'il y en avait à Timmins et Kapuskasing. Mais, il n'y avait rien eu à Hearst et je trouve ça un peu déplorable. »

Bâtissons un avenir d'espoir et d'unité.

705 372-3840

justroofing.renovations@gmail.com

JUST ROOFING
FRAMING & RENOVATIONS INC.

Reconnaissance des territoires : pour passer de la parole à l'action

Vous êtes sans doute familier avec les déclarations de reconnaissance des terres autochtones, qui sont souvent formulées avant la tenue d'événements publics. Mais qu'est-ce que cela signifie? Comment aller au-delà de la parole afin d'honorer réellement ces peuples qui ont cultivé et protégé ces terres depuis des siècles?

Plus qu'un rituel

La reconnaissance des terres permet non seulement de renouer avec un rituel longuement pratiqué par de nombreuses cultures autochtones, mais également de mettre en lumière les injustices historiques qu'ont vécues les Premières Nations. Le fait de référer aux territoires en utilisant leur nom ancestral honore donc la souveraineté autochtone tout en reconnaissant l'impact de la

colonisation.

Des efforts nécessaires

Les mots ne suffiront évidemment pas à réduire les inégalités qui persistent à ce jour : des actions sont requises. Si la reconnaissance des terres suscite une prise de conscience, elle doit être accompagnée d'efforts tangibles pour s'attaquer aux véritables causes de l'injustice. La pauvreté, l'accès difficile aux soins de santé

et à l'éducation ainsi que la violence envers les femmes et les filles autochtones figurent encore parmi les principaux enjeux de ces communautés.

Une réconciliation par l'action

Une véritable réconciliation exige un engagement clair et des mesures concrètes pour remédier à l'héritage du colonialisme. Elle implique d'honorer les droits issus des traités, de

soutenir l'autodétermination et d'amplifier les voix autochtones dans le processus législatif.

Le 30 septembre marque la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, une occasion de dépasser les gestes symboliques et de passer à l'action. Écoutez les voix autochtones, inspirez-vous de leur sagesse et travaillez pour un avenir fondé sur la justice, l'équité et le respect mutuel. La reconnaissance des territoires n'est qu'un début : il reste beaucoup de chemin à parcourir.

3 façons d'apprendre à mieux connaître les Premières Nations, les Métis et les Inuits

Le 30 septembre 2023 marque la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation. Cet événement vise notamment à commémorer la tragique histoire des pensionnats autochtones et à rendre hommage à toutes les communautés qui ont souffert et souffrent encore de cette expérience douloureuse qui a laissé des traces.

Cette journée est également l'occasion d'en apprendre plus sur les Premières Nations, les Métis et les Inuits et de découvrir la richesse de leurs différentes

cultures. Voici trois excellents moyens d'atteindre cet objectif :

1. Renseignez-vous : pour en savoir davantage sur les langues,

l'histoire ou les arts, par exemple, la section « Peuples et cultures autochtones » du site Web du gouvernement canadien (canada.ca) est un très bon point de départ. Vous y trouverez une foule de ressources intéressantes, des suggestions de publications à consulter et des jeux amusants pour les enfants, entre autres.

2. Pratiquez le tourisme autochtone : partout à travers la province, des sites vous proposent de vivre des expériences autochtones traditionnelles (ex. : chasse et pêche), de découvrir l'art de différentes nations, de participer à des événements tels qu'un

pow-wow ou de savourer des plats typiques, notamment. Visitez le tourismeautochtone.com pour planifier vos prochaines activités et plonger au cœur de diverses cultures!

3. Découvrez des œuvres autochtones : du théâtre à la musique, en passant par les arts visuels et la poésie, une foule d'œuvres d'artistes des Premières Nations, des Métis et des Inuits gagnent à être connues. Élargissez vos horizons en vous laissant imprégner par leurs univers riches et uniques.

Le 30 septembre, faites comme des milliers de Canadiens à travers le pays et portez un vêtement ou un accessoire orange pour montrer votre appui aux survivants des pensionnats autochtones.

JOURNÉE NATIONALE DE LA VÉRITÉ ET DE LA RÉCONCILIATION



N'OUBLIONS PAS DE PORTER DU ORANGE POUR CETTE JOURNÉE DE COMMÉMORATION



Légion  **Filiale 173**

chaque enfant compte
every child matters



Premières Nations : pas de transformation trois ans après les excuses du pape

Le pape François a lancé l'Église catholique sur une voie un peu plus progressiste, mais il a surtout marqué le Canada en présentant des excuses officielles aux Premières Nations du pays. La continuité de son héritage n'est cependant pas assurée.

(Julien Cayouette – Francopresse) Le doyen de la Faculté de théologie de l'Université Saint-Paul à Ottawa, Michel Andraos, souligne que le pape François, décédé le 21 avril, s'est présenté comme un réformateur dès le départ et il a travaillé sur cette vision jusqu'à la fin.

« La dernière semaine avant sa mort, il parlait de la réforme de toutes les notions apostoliques et la réforme de la représentation politique du Vatican [...] parce qu'elles jouent un rôle majeur dans la nomination des évêques », explique le professeur. Il a tenté de se rapprocher des personnes qui sont dans la « marge », c'est-à-dire des personnes qui sont parfois oubliées ou ignorées. « Il est allé rencontrer les réfugiés politiques, les migrants qui sont des victimes de nos systèmes de gestion au niveau mondial. » Il a aussi tenté de faire une plus grande place aux femmes dans des rôles de

responsabilités dans l'Église.

Ses prises de position dépassaient l'Église et la religion catholique. Il a critiqué le capitalisme pour ses effets sur l'environnement, demandé la fin de la guerre en Ukraine, signé le Document sur la fraternité humaine avec le Grand Imam Ahmed al-Tayeb, pour ne nommer que ces quelques actions.

Plus de bonnes intentions que d'actions

Michel Andraos se garde bien d'idéaliser le pape François. Ce dernier a aussi fait des déclarations controversées. De plus, les excuses officielles aux Premières Nations du Canada pourraient ne mener à aucune amélioration. Près de trois ans après la visite du pape au Canada, l'analyse du professeur n'a pas changé : « On n'a pas la structure, il n'y a pas assez de gens dans les églises, même s'il y a eu des consultations pendant les deux dernières années. Mais on n'a pas la capacité,

on n'a pas des personnes formées. Qui va mener, gérer ces réformes ? », s'interroge-t-il.

La moyenne d'âge des ecclésiastiques canadiens est élevée et très peu de jeunes, qui pourraient être plus ouverts à mettre en place de nouvelles pratiques, se préparent à l'ordination. « Il y a beaucoup de frustrations parmi les aînés autochtones, chrétiens et catholiques avec qui nous sommes en contact [à l'Université Saint-Paul], parce qu'ils sont un peu déçus. [...] Il n'y a pas de place pour leurs rites à l'intérieur de l'Église », raconte celui qui est également coordonnateur du Centre vérité et réconciliation de l'Université Saint-Paul.

Pourtant, selon Michel Andraos, le pape François tentait de décoloniser l'Église et la théologie. C'était l'un des objectifs de ses excuses, mais aussi d'autres actions et déclarations concernant les peuples autochtones de

l'Amérique centrale et du Sud.

La décolonisation n'a cependant pas encore pris son envol. « Il y a de bonnes intentions ici et là, en attendant, un autre sujet prend priorité, et là on oublie et on continue. Mais donc il y a un manque structurel à l'intérieur de l'Église », ce qui fait qu'elle ne peut pas répondre à la demande. Malgré cela, le passage du pape François au Canada a tout de même semé des lueurs d'espoir. Par exemple, si le rapport de la Commission de vérité et réconciliation du Canada « a donné la permission » d'avoir des programmes d'enseignement par les aînés autochtones dans les écoles de théologie, les excuses du pape ont donné « le mandat de le faire. »

« Mais on est loin, même avec tous ces efforts, de répondre d'une manière systématique, programmatique à long terme qui va vraiment garantir un changement d'après cette vision et pas seulement [servir] de Band-Aid. » Michel Andraos ne croit pas voir de résultats concrets de son temps.

Le 30 septembre

Journée nationale de la vérité et de la réconciliation

Portons notre chandail orange pour avancer ensemble vers la réconciliation.



Spectacle festif à la Légion royale canadienne de Hearst

Par Ndery Dione

La Légion royale canadienne de Hearst a organisé, samedi dernier, un spectacle dans un environnement festif et convivial. L'évènement a été animé par un chanteur franco-ontarien, Steve Benoit, et il a profité de son séjour à Hearst pour nous parler de son style musical et de son parcours.

M. Benoit fait de la musique folklorique comme certains chanteurs et compositeurs canadiens avec pour thèmes la tradition, la vie quotidienne ou l'amour. Il dit également aimer toutes sortes de musique, mais que cela dépend de l'inspiration qui influence chacune de ses chansons.

Steve Benoit a composé plusieurs chansons et albums en français

comme en anglais. « Je vais enregistrer mon album cet hiver. J'ai trois, quatre chansons en français et j'en ai une couple qui sont moitié françaises et anglaises. Donc, j'ai du fun avec ça. »

Étant en pleine préparation lors de sa rencontre avec nous pour son spectacle à la Légion de Hearst, Steve nous a confié qu'il allait chanter ses propres chansons,

mais qu'il se pourrait que les spectateurs entendent d'autres mélodies aussi. « Je vais chanter mes chansons favorites et celles d'autres chanteurs que j'aime. »

Après ses études, Steve a quitté l'Ontario pour aller vivre en Californie, où son père résidait déjà. Il y a rencontré des gens dans des groupes qui faisaient de la musique. Avec son style, c'était un bon endroit pour s'établir et, d'ailleurs, c'est à partir de ce moment-là qu'il a commencé à écrire des chansons.

« J'ai fait deux spectacles à Broadway, où j'ai interprété les rôles d'Elvis Presley et de Johnny Cash. C'était du fun et j'étais aux alentours des États-Unis avec ça. J'ai travaillé aussi à New York, Broadway et Chicago. Depuis que je suis jeune, j'aime cette musique-là. Donc, j'ai été vraiment chanceux pour avoir des expériences comme ça. Je n'ai jamais pensé que j'irais travailler à Broadway en tant que jeune

venant du nord de l'Ontario », explique-t-il.

M. Benoit est resté pendant 19 ans aux États-Unis en faisant beaucoup d'activités avant de se revenir en Ontario. « J'ai rencontré une demoiselle à Nashville, je suis resté là-bas presque 20 ans et j'ai trois enfants qui sont devenus maintenant grands. J'avais toutes sortes de bons emplois. J'ai enregistré trois chansons quand j'étais là et c'était chanceux. »

Ici, au Canada, Steve alterne entre la musique et la coiffure. En effet, il possède son atelier de coiffure tout en poursuivant sa carrière musicale. « C'est quelque chose que je pensais que ça serait du fun pour essayer. Quand je suis revenu ici en 2017, il y avait une *shop* de barbier avec une dame. Et puis, j'ai commencé à travailler avec elle. Ensuite, elle m'a montré ça, et c'était parfait. »

Selon lui, les musiciens travaillent en même temps dans d'autres domaines pour faire plus d'argent. Lors de son spectacle à Hearst, Steve Benoit était venu avec sa guitare, ses histoires et ses chansons bilingues.

« Mes chansons sont toutes disponibles en ligne. Mais, j'ai un site sur BL4 aussi. Vraiment, ce site est meilleur pour les artistes parce qu'on va recevoir de l'argent à propos de nos albums et chansons vendus. »

À la Légion royale de Hearst, M. Benoit a réussi à satisfaire tous les participants qui étaient présents lors du spectacle. Les gens ont grandement apprécié son talent et ont demandé aux organisateurs de le faire revenir l'année prochaine. Il a interprété des chansons de tous ses albums ainsi que de nouvelles chansons en français qu'il n'a pas encore enregistrées.

« Je viens juste de finir ma tournée de musique dans l'Ouest canadien, en Alberta et en Saskatchewan, où je n'étais jamais allé. C'est vraiment beau. Et je veux retourner l'année prochaine encore. Il y a beaucoup de choses à visiter dans notre pays. »

Afin de rencontrer du bon monde et partager sa musique, ce chanteur se produit dans différents endroits du pays en quête de nouveaux fans, ce que Steve Benoit considère comme étant important pour son travail parce que, présentement, il est mieux connu aux États-Unis qu'au Canada.



Photo : Steve Benoit/Facebook



JFR
JEAN-FRANÇOIS RICHARD, CPA
SOCIÉTÉ PROFESSIONNELLE
COMPTABLE PROFESSIONNEL AGRÉÉ
CHARTERED PROFESSIONAL ACCOUNTANT

GRANDE Ouverture

Venez faire une petite visite de notre
nouvel emplacement lors de notre
événement d'ouverture et courez la
chance de gagner une LG Xboom
d'une valeur de 500 \$!

CE VENDREDI 26 SEPTEMBRE
813, rue George | Hearst ON POL 1N0

De 14:00 à 19:00

Quelques petits cadeaux
seront distribués aux
premiers arrivés !



Mattice célèbre son 50^e anniversaire avec plusieurs activités

Par Ndery Dione

Le 50^e anniversaire de Mattice fut célébré le 21 septembre dernier. Marc Dupuis, maire de Mattice-Val Côté, était invité à l'émission L'info sous la loupe aux Médias de l'épinette noire pour nous parler de l'organisation entourant cet événement.

M. Dupuis a expliqué que plus d'une centaine de personnes ont acheté des billets pour assister à la soirée et que les préparations avaient commencé quelques jours avant la fête. La célébration avait lieu samedi dernier, mais on demandait aux gens d'acheter leurs billets avant le 12 septembre parce qu'à moins de deux jours de l'évènement, les repas étaient déjà commandés.

Le maire a indiqué que plusieurs activités étaient organisées. « À midi, il y avait Kermesse avec des jeux gonflables qui sont bien appréciés. Et puis, les jeunes de Mattice étaient invités à amener leur hockey, leur casque et leurs gants pour jouer contre quelques Lumberjacks. »

Marc Dupuis a également souligné le fait que les citoyens ont toujours démontré un sentiment d'appartenance envers leur communauté et malgré les nombreuses activités cette fin de semaine à l'extérieur de Mattice, les jeunes veulent participer à

cette célébration. Selon lui, dans un 50^e anniversaire, c'est comme une célébration de noces d'or : habituellement on voit pas mal plus les anciens que les nouveaux. « Beaucoup d'invités viennent de l'extérieur et donc on a bien hâte de les recevoir. Des maires de différentes villes vont être là aussi, et on veut faire une belle soirée. Pas une soirée où on va veiller jusqu'à 2 h du matin, mais une belle soirée de musique avec Marcel Marcotte et Daniel Rancourt, et puis que les gens puissent revivre des beaux moments ensemble à Mattice-Val Côté. »

La célébration du 50^e de Mattice ne se limitait pas seulement à samedi dernier. Le maire a mentionné aussi que le dimanche il y avait d'autres activités comme le brunch, et l'après-midi c'était au tour de la chorale AfriCana.

« Cette chorale AfriCana a déjà chanté à Hearst, à l'Église. Ils ont chanté à Kapuskasing et là, ils vont venir chanter à Mattice. On va aller les chercher dimanche



Le maire Marc Dupuis devant les participants au 50^e anniversaire de Mattice pour prononcer son discours lors de la célébration

Photo de courtoisie

avec l'autobus. C'est un concert de 45 minutes qui va avoir lieu à l'église et c'est tout gratuit. Pour cette équipe, je crois à la base que ce sont des étudiants à l'Université de Hearst situés à Kapuskasing. Il y en a peut-être à Hearst et Timmins, mais la majorité, je crois, vivent à Kapuskasing. » D'après Marc Dupuis, plusieurs personnes ont vu cette chorale AfriCana chanter auparavant et

adoré leur musique, c'était un très bon spectacle. En fin d'entrevue, le maire Dupuis a tenu à remercier tout le monde, en commençant par les commanditaires de l'évènement, les jeunes de Mattice-Val Côté, les bénévoles surtout, ainsi que toutes les personnes qui ont participé à la célébration.



Au concert du chœur AfriCana dimanche après-midi à l'église

Photo de courtoisie

VOS BEAUX DIMANCHES
AVEC GÉRARD PAYEUR
ET SON ÉQUIPE

MIDI À 15 H

CINN911.com

Collection d'automne *LitiMod*
chez *Coiffure Mode*

jeudi 25 sept 9h à 21 h
vend 26 sept 9h à 21 h
samedi 27 sept. 9h à 15 h

811 rue George
705-362-4800

chèque ou comptant
À bientôt!
Shirley, Liliane et Diane

Achetez 1^{er} vêtement plein
prix 2^eme à moitié prix



Un demi-siècle de fierté franco-ontarienne célébré à l'École secondaire catholique de Hearst



Photo : Ndery Dione

Par Ndery Dione

L'École secondaire catholique de Hearst a célébré le 50^e anniversaire du drapeau franco-ontarien le 23 septembre dernier. Dans une grande salle pleine d'élèves et de quelques membres du personnel, le spectacle était un rendez-vous pour chanter et danser, mais également pour faire vivre la culture franco-ontarienne.

Selon René Gaudreau, responsable de la communication de la technologie pour le conseil scolaire, l'évènement s'est passé super bien et les élèves étaient en plein d'énergie. Tous ont eu du plaisir en chantant et dansant, et la salle vibrante de musique.

« C'est un spectacle qui se produit à plusieurs places du conseil scolaire catholique et qui se produira encore dans d'autres endroits cette semaine. Aujourd'hui c'est à Hearst, Kapuskasing demain, Timmins jeudi, et Kirkland Lake vendredi. Donc, dans une

semaine, tous les élèves du conseil scolaire auront reçu un spectacle », explique-t-il.

L'objectif de cet évènement était de faire une grande célébration du 50^e anniversaire du drapeau franco-ontarien. « Le mandat qu'on a reçu est de faire vivre une expérience culturelle. Selon moi, l'objectif sera atteint vendredi, mais à date ça va très bien. Ici, à Hearst, c'était super pour le spectacle et il y aura le lever du drapeau franco-ontarien jeudi », ajoute M. Gaudreau.



VIBRANTE, RICHE ET RASSEMBLEUSE :

la culture franco-ontarienne, c'est là où on se rencontre, le chemin par lequel on se raconte.

Bonne Journée des Franco-Ontariennes et des Franco-Ontariens !



Le drapeau franco-ontarien : de Sudbury à l'Ontario tout en entier

Par Marc Poirier – Francopresse

Le 25 septembre est le Jour des Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes. La communauté célèbre aussi ce jour-là la première levée de son drapeau, qui a eu lieu en 1975 à l'Université de Sudbury. L'histoire de ce drapeau vert et blanc est ponctuée de... hauts et de bas.

Le 21 septembre 2020, l'Assemblée législative de l'Ontario adopte la loi 182 faisant du drapeau franco-ontarien un emblème officiel de l'Ontario. C'est la consécration pour ce symbole qui s'apprêtait alors à souffler ses 45 bougies.

Pendant une bonne partie du XX^e siècle, les drapeaux utilisés par la communauté franco-ontarienne lors de manifestations religieuses ou civiles étaient les mêmes que ceux du Québec, soit le Carillon-Sacré-Cœur et le fleurdelisé. C'était l'époque du « Canada français ».



Moment historique en 1975 : Michel Dupuis hisse le nouveau drapeau franco-ontarien à l'Université de Sudbury.

Photo : Archives *Le Voyageur*

À la recherche d'un symbole unique

Dans les années 1960, avec la montée du mouvement indépendantiste au Québec, les élites franco-ontariennes souhaitent se doter d'un symbole propre à la communauté. Ainsi, la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste de l'Ontario présente en 1964 un drapeau très similaire à l'ancêtre du drapeau québécois, le Carillon-Sacré-Cœur, mais avec au centre de la croix blanche un trille, symbole floral de l'Ontario, au lieu du Sacré-Cœur.

Mais la proposition trouve peu d'écho dans la communauté francophone et le drapeau tombe dans l'oubli.

Le début des années 1970 marque l'arrivée d'un nouveau mouvement d'affirmation identitaire en Ontario français. C'est dans ce contexte d'effervescence culturelle et identitaire qu'un petit groupe de l'Université Laurentienne, à Sudbury, œuvre très discrètement — pour ne pas dire en secret — à la conception d'un nouveau drapeau.

On attribue la paternité de ce drapeau à Gaétan Gervais, historien et professeur d'histoire, et à Michel Dupuis, étudiant en sciences politiques. D'autres personnes ont également contribué à cette démarche.

Le drapeau qui sera hissé pour la première fois le 25 septembre 1975 est cependant très différent de celui qui avait été proposé par les élites plus de 10 ans auparavant. Il est composé de deux carrés : à gauche se trouve une fleur de lis blanc sur un fond vert qui représente les étés ; à droite, un trille vert, symbole floral de l'Ontario, sur un fond blanc qui représente les hivers.

Les Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes deviennent ainsi la deuxième communauté francophone de l'extérieur du Québec à se doter d'un drapeau. L'Acadie l'avait déjà fait 91 ans plus tôt lors de la seconde Convention nationale acadienne, en 1884, en choisissant le tricolore français orné d'une étoile jaune, symbole de la Vierge Marie.

Une lente progression et reconnaissance

Les premiers pas du nouveau drapeau dans la société franco-ontarienne sont timides. Un drapeau « concurrent » concocté par un groupe d'animateurs culturels d'Ottawa est même présenté aux chefs de file de la communauté francophone, mais cet effort en reste là.

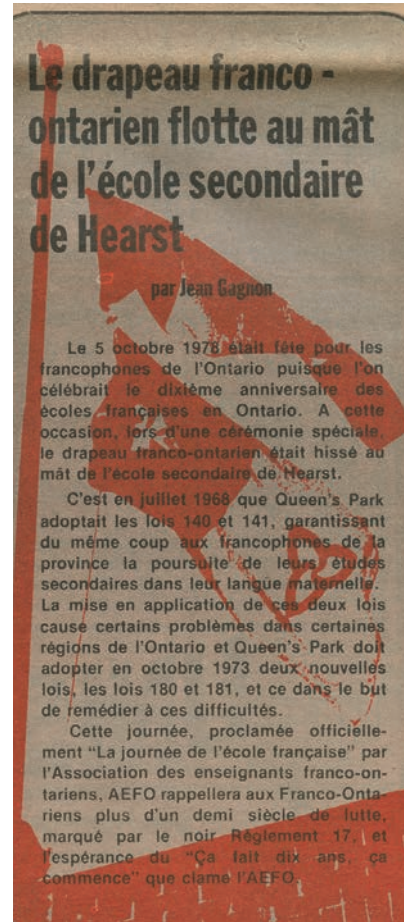
En 1977, l'Association canadienne-française de l'Ontario (devenue l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario) adopte officiellement le drapeau. L'année suivante, en 1978, ce dernier est hissé à un premier établissement scolaire francophone, soit l'école secondaire de Hearst.

Le drapeau prend des allures de symbole politique en 1979 alors qu'il flotte sur l'école secondaire francophone de Penetanguishene, au cœur de l'Ontario. Le geste est éminemment emblématique, car l'école de la Huronie qui ouvre ses portes cette année-là n'est pas reconnue par le gouvernement provincial.

L'école « de la résistance », comme on l'a appelée, se voulait une réponse au refus du conseil scolaire de la région de mettre sur pied une école secondaire francophone. Il faudra trois ans pour que la communauté obtienne gain de cause.

Le drapeau, symbole de la « cause » francophone

Au fil des ans, le drapeau est présent lors d'événements militants et de manifestations pour l'éducation postsecondaire en français. Il devient par exemple un véritable outil de ralliement lors de la lutte SOS Montfort pour sauver l'hôpital francophone d'Ottawa.



Le drapeau franco-ontarien a fait sa première apparition à Hearst en 1978.

Image : Journal *Le Nord*

À son 25^e anniversaire, en 2000, le drapeau franco-ontarien est indéniablement devenu un important symbole identitaire de la communauté, qui célèbre ici et là ce quart de siècle de vie. On le voit de plus en plus dans les événements culturels et militants.

Après l'adoption par la communauté vient la reconnaissance du gouvernement ontarien, qui confère officiellement au drapeau le statut d'emblème officiel des Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes le 21 juin 2001. La province reconnaît ainsi la place et la contribution de l'ensemble de la communauté franco-ontarienne.

Malgré cet « imprimatur » gouvernemental, certaines municipalités à forte concentration francophone hésitent à hisser le drapeau

franco-ontarien devant leur édifice principal. En 2003, les conseillers municipaux de Sudbury rejettent une proposition en ce sens. Le maire John Rodriguez, à son premier jour en poste le 1^{er} décembre 2006, prendra seul la décision de l'installer en permanence.

Le drapeau vert et blanc est tellement imprégné dans la psyché de la communauté francophone que son jour de création, le 25 septembre, devient en 2010 le Jour des Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes, reconnu officiellement par une loi de l'Assemblée législative de la province.

L'étendard d'un peuple

La communauté fête cinq ans plus tard, en 2015, le 400^e anniversaire de la présence française en Ontario. Son drapeau est partout. Même de grands symboles de la province, comme les chutes Niagara et la Tour CN de Toronto, affichent les couleurs symboliques des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes.

Et ce n'est pas fini ! Le drapeau franco-ontarien continue de prendre une place toujours plus grande dans l'espace provincial. Des versions immenses de la bannière vert et blanc flotte devant les 18 « Monuments de la francophonie », érigée dans la province depuis 2006, un projet maintenant chapeauté par l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario.

Après avoir reconnu le drapeau comme emblème officiel de l'Ontario en 2020, les députés de Queen's Park votent à l'unanimité pour exposer le drapeau en permanence dans la Chambre législative et sur les terrains de l'édifice de l'Assemblée législative.

Ce succès n'empêche pas les reculs. En 2024, la Municipalité de Greenstone, dans le Nord ontarien, a décidé de ne plus faire flotter en permanence ce symbole franco-ontarien devant l'hôtel de ville. Il était fixé au mât depuis près de 10 ans.

Le conseil municipal modifiait ainsi sa politique concernant les drapeaux afin, a-t-il fait valoir, de mieux représenter les autres groupes communautaires, notamment les Autochtones.

La communauté francophone, formant environ 20 % de la population de Greenstone, s'est fortement opposée au geste, proposant même de financer la construction de deux mâts supplémentaires.

Le conseil municipal a alors consenti à commander un rapport sur la question, mais en juin 2024, il a maintenu sa décision.

C'est là où le mât blesse...





L'ÉSCH célèbre le 50^e anniversaire du drapeau franco-ontarien

(Ndey Dione) L'École secondaire catholique de Hearst, fidèle à sa tradition a organisé en ce 25 septembre le lever du drapeau franco-ontarien pour célébrer son 50^e anniversaire.

Stéphanie Lemieux, animatrice culturelle et pastorale à l'École secondaire catholique de Hearst, a souligné qu'elle n'est pas certaine de la date exacte où l'institution a commencé à faire ce lever du drapeau, mais que, comme chaque année, la célébration a bel et bien eu lieu. « Le drapeau a été inventé en 1975 et c'est à partir de ce moment-là que les gens ont commencé à le célébrer. C'est très important dans les écoles francophones de souligner le drapeau franco-ontarien parce que cette journée permet aux jeunes d'avoir

un repère pour leur identité francophone en Ontario. Et puis, on fait ça soit par la musique, par des jeux en français, simplement pour avoir du plaisir. Pendant cette journée, ici à l'école, on organise une activité sur l'heure du diner pour que les élèves puissent jouer avec des chansons francophones, et point final. »

Mme Lemieux a ajouté que l'importance de cette activité, organisée chaque année sous forme de lever du drapeau franco-ontarien, est de faire rayonner la fierté francophone dans les écoles

du conseil scolaire.

Selon Mme Lemieux, l'évènement met aussi l'accent sur l'importance de préserver le français et de valoriser les luttes menées dans le passé pour obtenir une éducation francophone. « C'est un sentiment d'appartenance et de gratitude grâce à ce qui s'est passé autrefois. Aujourd'hui, on a le luxe de pouvoir étudier dans des écoles francophones. »

Parmi les souvenirs liés au lever du drapeau à l'École secondaire catholique de Hearst, il y a le groupe de musique au sein de l'établissement qui propose chaque année un spectacle dans le but de souligner l'anniversaire du drapeau franco-ontarien. Cette année,

l'évènement a eu lieu mardi dernier, dans la grande salle, en présence de tous les élèves et des membres du personnel pour célébrer le 50^e anniversaire avec la musique, de la danse et beaucoup de fierté.

« L'année passée, nous sommes allés à l'hôtel de ville de Hearst pour chanter *Mon beau drapeau* et *Notre place*. Pour moi, ce sont deux chants qui mettent en valeur la Journée des Franco-Ontariens, le 25 septembre. Ce sont aussi deux chansons super importantes dans l'héritage franco-ontarien. Cette année, des élèves vont performer à l'hôtel de ville lorsque le drapeau sera hissé, à 13 h 45. »

Mme Lemieux a ajouté également que tous les élèves de l'école sont invités à s'habiller en vert et blanc pour cette journée. « C'est beau à voir : tous les élèves embarquent dans ces couleurs en criant haut et fort leur identité francophone. »

25 septembre
Jour des Franco-Ontariens
et des Franco-Ontariennes

50 ANS
en vert et blanc,
ça se fête en grand!

CONSEIL SCOLAIRE CATHOLIQUE DES GRANDES RIVIÈRES

Clement, Peterson, Chiarelli : souvenirs anglos du drapeau franco

Émilie Gougeon-Pelletier
IJL – Réseau.Presse – Le Droit

Ce sont des décideurs anglophones, d'ex-politiciens qui ont vu le drapeau franco-ontarien flotter devant leurs yeux, à la suite de décisions qu'ils ont prises. Nous leur avons demandé ce qu'ils pensent aujourd'hui du drapeau vert et blanc, à l'occasion de son 50e anniversaire.

Avant la crise SOS Montfort, en 1997, le drapeau franco-ontarien n'avait jamais joué un rôle très important dans la vie du ministre conservateur Tony Clement.

« J'avais conscience de l'existence du drapeau, mais il ne faisait pas partie de ma culture d'enfance », se souvient l'ex-politicien qui a grandi dans les régions majoritairement anglophones de Hamilton et de North York, dans le Grand Toronto.

Cinq ans plus tard, toutefois, les choses avaient changé.

Un an après être devenu ministre de la Santé, il s'est rendu à l'Hôpital Montfort, en février 2002, pour annoncer que le gouvernement conservateur de Mike Harris ne mènerait pas la célèbre cause en Cour suprême et que l'établissement de santé franco-ontarien demeurerait ouvert.

La réaction des Franco-Ontariens avait été « sévère », se souvient-il, et le drapeau était « une représentation visuelle de la communauté pour illustrer qu'il existe ici un groupe qui se préoccupe de la situation ».

Avec le temps, Tony Clement en a appris beaucoup sur ce symbole de la communauté francophone ontarienne.

« C'est un superbe drapeau. C'est une particularité culturelle unique pour les Franco-Ontariens et donc, oui, il fait partie intégrante de notre culture, comme il se doit », affirme-t-il.

Loi sur les services en français

L'ex-premier ministre libéral David Peterson est d'accord. Il voit le drapeau de la francophonie ontarienne « avec beaucoup de fierté », dit-il.

Alors que le Canada était secoué par la montée du mouvement souverainiste au Québec, son gouvernement a adopté, en 1986, la Loi sur les services en français, qui permet aux francophones d'obtenir certains services gouvernementaux offerts par la province dans leur langue maternelle.

« J'ai personnellement beaucoup contribué à ce que cela se produise. N'oublions pas que j'étais au cœur des discussions sur l'Accord du lac Meech.



Le drapeau franco-ontarien célèbre ses 50 ans cette semaine

Photo : Archives, LeDroit

J'étais au cœur des droits des minorités linguistiques, et tout cela était lié au pays que j'essayais de bâtir », se souvient l'ex-premier ministre ontarien.

La proposition a suscité « de vives controverses », rappelle M. Peterson.

Quand les libéraux ontariens ont adopté la Loi sur les services en français, l'Alliance pour la préservation de l'anglais au Canada (APEC), un groupe de pression contre le bilinguisme officiel, a affirmé — faussement — que les municipalités allaient elles aussi devoir fournir des services en français à leurs résidents. C'est notamment cette pression qui a convaincu la Ville de Sault Ste. Marie à se déclarer unilingue anglaise en 1990, une résolution invalidée par les tribunaux, quatre ans plus tard.

« **Il y avait beaucoup de choses antifrancophones qui se passaient. Des gens ont piétiné le drapeau du Québec à Brockville. Il y a eu des résolutions antifrancophones à Sault Ste. Marie, et il y avait toute cette polémique de ceux qui se demandaient pourquoi il devrait y avoir du français sur les boîtes de Corn Flakes.** »

— David Peterson, ex-premier ministre libéral ontarien

Mais cette Loi, « c'était un grand pas en avant pour cette minorité linguistique en Ontario et pour une déclaration sur la nature de notre pays », raconte l'ex-politicien.

Avant de raccrocher, David Peterson s'est dit heureux d'avoir été interrogé à propos du drapeau.

« Je n'y avais pas pensé, mais ce sujet me donne beaucoup de joie », a-t-il conclu.

Débats houleux à Ottawa

Le drapeau portant le trille vert et la fleur de lys blanche, créé en 1975, a été reconnu comme emblème officiel des Franco-Ontariens en 2001.

Malgré cette nouvelle reconnaissance, certaines municipalités ont hésité à hisser le drapeau devant l'hôtel de ville.

À Ottawa, le sujet a fait naître des « débats houleux », se souvient le maire

de l'époque, Bob Chiarelli.

Alors que le public était invité à assister aux discussions du conseil municipal à propos du bilinguisme, des insultes, comme la célèbre appellation « French frog », ont parfois été lancées, raconte-t-il.

« Certains d'entre eux se sont mal comportés, et à quelques reprises, ils ont dû être escortés à l'extérieur », relate Bob Chiarelli.

Mais l'ex-maire francophile se réjouit du succès qu'ont eu les initiatives du drapeau et de la reconnaissance du caractère bilingue de la Ville d'Ottawa.

« Il y a eu des moments, lors des débats au conseil, où des personnes, disons, très ignorantes, criaient et hurlaient après ceux qui débattaient de la question du bilinguisme. Ce n'était pas un processus facile, mais nous y sommes parvenus. »

« Le drapeau me fait du bien », indique-t-il.

À Sudbury

À Sudbury, le conseil municipal a lui aussi débattu sur le hissage du drapeau franco-ontarien devant l'hôtel de ville, en 2003.

En entrevue, le maire de l'époque, Jim Gordon, raconte que lorsqu'il était enfant, son école anglophone était située à côté d'une école francophone.

« J'avais remarqué que les enfants ne pouvaient pas jouer ensemble à la récréation », déplore-t-il.

Il affirme aussi qu'à un très jeune âge, il était facile de constater les différences entre les francophones et les anglophones.

« J'étais à une fête dans une maison à Sudbury, alors que je n'étais qu'un jeune garçon. Et les adultes parlaient des Français et des Anglais, et j'ai entendu un oncle qui n'était pas très amical et qui voyait les francophones d'une manière très différente de la nôtre. Je voyais déjà qu'il pouvait y avoir des tensions entre les deux communautés. »

Jim Gordon trouvait important que les discussions concernant la communauté francophone se tiennent en public, en toute civilité.

« Les décisions concernant l'avenir de la communauté doivent être prises par les gens qu'ils élisent. Je ne pense pas que le maire devrait être responsable de prendre cette décision », affirme-t-il.

Finalement, la majorité du conseil s'y est opposé.

Trois ans plus tard, John Rodriguez décide que l'un des premiers gestes qu'il posera lors de sa première journée au travail en tant que maire de Sudbury sera de hisser le drapeau franco-ontarien devant l'établissement municipal, et qu'il flottera en permanence.

Avec le recul, Jim Gordon admet que c'était la chose à faire.

« Ces questions devraient être portées devant le conseil. Mais le fait qu'il ait agi ainsi, le fait qu'il ait pris une décision unilatérale, je pense que, plus que jamais, c'était la bonne approche », souligne l'ex-maire sudburois.

Jim Gordon voit le drapeau franco-ontarien comme un symbole de rapprochement entre les communautés linguistiques.

Il a certainement joué un rôle dans l'amour de ses enfants pour la communauté francophone, dit-il.

« Ce sont nos racines à nous tous », conclut l'ex-maire Gordon.

**Bonne journée
des Franco-Ontariens!**

JUST ROOFING
FRAMING & RENOVATIONS INC.

705 372-3840

justroofing.renovations@gmail.com



50e anniversaire du drapeau franco-ontarien : célébrations dans les écoles et au Centre culturel La Ronde de Timmins

Par Mehdi Mehenni / IJL - Réseau.Presse - Le Voyageur

« Cinquante ans plus tard, notre drapeau franco-ontarien continue d'inspirer fierté et engagement dans toute la communauté ». C'est dans cet état d'esprit que les écoles du Conseil scolaire catholique des Grandes Rivières (CSCDGR), dans la région de Timmins, s'apprêtent à célébrer ce grand moment historique le jeudi 25 septembre.

Pour marquer cette date très symbolique, le Conseil scolaire catholique des Grandes Rivières a prévu « des spectacles gratuits pour tous ses élèves, de la maternelle à la 12e année, qui se tiennent du 22 au 25 septembre dans toutes les régions du Conseil. Le 25 septembre, jour symbolique du drapeau franco-ontarien, constituera le point culminant de ces célébrations ». Ainsi, le CSCDGR annonce plusieurs artistes en spectacle, à commencer par Stef Paquette. « Auteur-compositeur-interprète de renom, membre des Bilingual Boys, connu pour son humour et son énergie contagieuse, Stef offrira un spectacle unique qui fera chanter et sourire petits et grands ». Il y aura aussi les Rats d'Swompe. « Ce groupe rock-trad est reconnu partout au Canada et a même performé jusqu'à Epcot, à Walt Disney World. Avec leur énergie festive, ils uniront les générations autour du drapeau franco-ontarien. »

Selon les précisions du Conseil scolaire catholique des Grandes Rivières, « chaque prestation



De fiers élèves de l'école catholique Notre-Dame, à Foleyet.

Photo : Archives / Le Voyageur

de dure environ 50 minutes et promet un moment d'échange, de musique et de fierté pour toute la communauté scolaire ».

Jérémy Lepage, directeur de l'éducation et secrétaire-trésorier

du CSCDGR, avait un message pour l'occasion. « Le drapeau franco-ontarien est un symbole fort de joie et d'espoir pour nous. C'est l'image vivante de nos racines, de notre identité et de l'avenir que nous construisons ensemble. Pour moi, il est essentiel de rassembler les élèves afin qu'ils vivent une part de cette

histoire et ressentent la fierté qui nous unit. »

Des activités au Centre culturel La Ronde

Le Centre culturel La Ronde prévoit l'installation d'un kiosque, et « des activités spéciales seront proposées en partenariat avec ON y va (Early-ON) » le 25 septembre, de 10 h à 13 h. Un dîner sera également offert, selon les organisateurs.

Plus tard, à 18 h, le groupe Parents partenaires en éducation souligneront le 50e anniversaire du drapeau franco-ontarien « grâce à l'activité Soirée discussion : Identité et culture franco-ontarienne, rendue possible grâce à l'appui du ministère des Affaires francophones de l'Ontario et de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario ». Ce sera l'occasion de hisser le drapeau franco-ontarien dans le ciel de Timmins.

Avec la campagne du « chandail franco », il est attendu que tout le monde soit habillé en vert et blanc!

Pour rappel, le Centre culturel La Ronde de Timmins a suscité, depuis le début mai, une vague de fierté à travers la province avec sa campagne « Célébrons ensemble », qui met en avant un chandail franco pour le cinquantième anniversaire du drapeau franco-ontarien. Le chandail est proposé à 21 \$. Et pour chaque chandail vendu, 3 \$ iront à la communauté.



Une marche dégageant beaucoup de joie



(Ndery Dione) L'École publique Passeport Jeunesse de Hearst a organisé un grand rassemblement ce jeudi matin, sous forme d'une marche dégageant beaucoup de joie, pour célébrer le 50e anniversaire du drapeau franco-ontarien.

Photos : Ndery Dione



Joyeuse Journée des Franco-Ontariennes et Franco-Ontariens, de la part de toute l'équipe des Médias de l'épinette noire !



4^e Assemblée de groupes de sociétaires (AGS)

Le mardi 7 octobre, à 19 h
Place des Arts de Hearst
75, 9^e Rue, Hearst

Chers membres, vous êtes cordialement conviés à un partage d'informations pour en apprendre davantage sur les projets de votre Caisse dans une atmosphère conviviale!

Venez rencontrer les membres de votre comité coopératif régional (CCR) et en apprendre davantage sur la différence qu'ils font en votre nom dans toutes nos communautés.

Soyez présents en grand nombre! Un cadeau pour tous ainsi qu'un prix spécial d'une valeur de 500 \$ à gagner!



caissealliance.com

La Caisse Alliance appuie les rénovations de l'Équipe de santé familiale Nord-Aski



(Nderj Dione) La Caisse Alliance a remis un montant de 50 000 \$ à l'Équipe de santé familiale Nord-Aski pour soutenir son important projet de rénovation. Pour plus d'informations concernant les améliorations à cet édifice médical, Francine Laberge et Sylvie Roy nous ont parlé des rénovations en cours et de son mode de fonctionnement.

Francine Laberge a fait un peu l'historique du projet de rénovation en indiquant que la Caisse Alliance avait donné 100 000 \$ à l'Équipe de santé familiale Nord-Aski en 2023 pour la première section de l'édifice qui devait être rénovée. Ensuite, elle avait promis un autre 50 000 \$ pour ce projet de rénovation qui est en cours.

« Cet argent, c'est pour faire l'entrée principale en avant, la nouvelle façade et puis aussi la section des médecins. Tout le plancher principal de l'édifice est en rénovation, ça va faire proche d'un an. On a commencé le 18 décembre 2024 et la Caisse avait promis un autre 50 000 \$ quand le devant serait fait », explique Mme Laberge.

Pour le projet de rénovation en cours, Francine Laberge a souligné que l'Équipe de santé familiale a agrandi l'entrée de l'édifice.

« Je pense que c'est 265 pieds carrés afin de créer une meilleure accessibilité pour les personnes en fauteuil roulant. Surtout que notre clientèle du centre, c'est beaucoup de personnes âgées avec une mobilité réduite. Une des parties aussi est de soit changer l'ascenseur ou de le rendre plus accessible. Ça, c'est la dernière partie qui manque. Et puis, les médecins, ils ont refait le côté des bureaux pour les insonoriser, pour la vie privée. Donc, sont devenus plus à concept ouvert. »

La directrice générale de l'Équipe de santé familiale, Sylvie Roy, nous a parlé de quelques aspects liés au mode de fonctionnement de la clinique médicale, qui a accueilli deux nouveaux médecins cette année.

« C'est de beaux succès, mais c'est l'Hôpital Notre-Dame de Hearst qui est principalement responsable du recrutement des médecins. Et ça mérite une belle main d'applaudissement. Il y en a d'autres aussi comme Amanda, originaire Hearst, qui ont signé avec la Ville pour revenir pratiquer à Hearst après leurs études. Pour le manque de médecins, ça dépend des retraites. Mais présentement, moi ce qu'on m'a dit, c'est neuf médecins de famille que ça prendrait », précise Sylvie Roy.

En ce qui concerne les statistiques des personnes à Hearst qui n'ont pas encore trouvé de médecin de famille, Mme Roy indique que leur nombre s'élève à 4 000.

« Ça va diminuer avec les deux nouveaux médecins qui vont établir leur pratique. Mais ce que j'ai vu et entendu, c'est qu'on aurait 4000 patients orphelins. Hearst, qui comprend Mattice et Constance Lake, 60 % de la population n'ont pas de médecin de famille ou d'infirmière praticienne et de fournisseur de santé primaire. Donc c'est énorme. »

Concernant le recrutement des nouveaux médecins pour les années à venir, Mme Roy a indiqué que Mélanie Goulet, qui est la coordonnatrice du recrutement, est mieux placée pour fournir des informations à ce sujet.

« Je l'entendais parler dans une entrevue à Radio-Canada cette semaine ou la semaine passée. Et puis, deux des stratégies utilisées qui semblent fonctionner, c'est d'aller à l'internationale dans des missions de recrutement. Et puis, l'utilisation très active des médias sociaux comme Instagram et LinkedIn, pour faire la démonstration de ce à quoi ressemble la vie dans le Nord. Personnellement, je trouve que c'est une bonne stratégie. »

En tant que nouvelle directrice, Sylvie Roy avoue être très impressionnée par les rénovations en cours et par les belles installations. À son arrivée en poste, on lui a demandé de réviser certains plans, ce qui a mené à quelques changements mineurs ayant pour objectif d'accueillir un plus grand nombre de professionnels de la santé.

« À ce moment-là, on a des fonds pour plus de personnel, de professionnels de la santé qu'on ne réussit pas à recruter. Donc, au moins on va avoir les installations pour le jour où on va réussir à recruter. On a le poste de sage-femme qu'on ne réussit pas à pourvoir. On a un poste d'infirmière praticienne, qu'on ne réussit pas aussi à pourvoir. Mais, je travaille sur un plan et j'espère réussir à les combler prochainement. Un contractuellement et un autre avec une embauche permanente. »

Photo : Caisse Alliance (Hearst) / Facebook



DERNIER VENDREDI DU MOIS LAST FRIDAY OF THE MONTH

VENDREDI 26 SEPT. / FRIDAY SEPT. 26th

SOIRÉE **KARAOKE NIGHT**

Cinq tirages de viande et tirage 50/50

5 meat draws and 50/50 draw



Rendez-vous à la
Légion
Filiale 173

It's a date at the
Legion
BR. 173

Une crise nationale liée à la nicotine illicite inquiète l'industrie

Par Ndery Dione

Selon Imperial Tobacco Canada, le Canada est actuellement confronté à une crise liée à la nicotine illicite et elle appelle donc le gouvernement fédéral à prendre des mesures. Pour mieux comprendre ce fléau, nous avons rencontré Eric Gagnon, vice-président des affaires corporatives et réglementaires, pour discuter de la crise et des solutions proposées par Imperial.

M. Gagnon a toutefois rappelé que dans son communiqué, Imperial Tobacco Canada demande au gouvernement fédéral de saisir l'occasion offerte par la troisième révision législative de la Loi sur le tabac et les produits de vapotage (LTPV) pour prendre des mesures décisives afin de protéger la santé publique et les jeunes.

Un marché illégal hors de contrôle

Pour Eric Gagnon, Ottawa ne peut pas faire une réforme sur cette loi sans prendre en considération le marché illégal et illicite qui est hors de contrôle au niveau des produits de nicotine. « On sait que les ventes de tabac illégales représentent environ 30 % des cigarettes vendues au Canada. On a vu une croissance des produits de vapotage illégaux également. On évalue un taux de 25 % le marché du vapotage étant illégal, et cela dit que dans certaines provinces comme la Colombie-Britannique ou le Québec, des taux de produits de vapotage illégaux sont dans les 70 et 80 % ».

Une vente illégale en hausse des sachets de nicotine

M. Gagnon revient aussi sur l'arrêt ministériel touchant les sachets de nicotine il y a un an. Mais d'après lui, on se rend compte qu'il y a de plus en plus des sachets de nicotine qui sont vendus illégalement au pays, soulignant que Canada s'est toujours vanté d'être un des pays les plus avancés en termes de réglementation sur les cigarettes et les produits de nicotine, mais cela fait qu'on est probablement l'un des pires marchés au niveau des produits illégaux.

« Nous, on dit que si le gouvernement fédéral veut réformer sa loi sur le tabac et les produits de vapotage, il faut s'occuper des produits illégaux sur le marché. Donc, c'est un peu ça notre soumission au gouvernement ».

Des impacts économiques liés aux milliards de taxes perdus

À part les impacts sur la santé et l'économie, Eric Gagnon a précisé qu'il y a des impacts, bien entendu,

sur les fonds publics.

« Les gouvernements, au niveau du tabac, perdent des milliards en taxes. C'est évalué de deux à trois milliards de taxes qui ne sont pas déclarés par les gouvernements à cause de cigarettes illégales. Au niveau de la santé publique, nous on parle dans un cadre très réglementé avec des standards importants soit sur les cigarettes, soit sur les produits de vapotage ou les sachets de nicotine. Or, souvent, la plupart des produits illégaux ne respectent aucune de ces réglementations-là. »

Du côté de la santé publique et des jeunes

Parmi les enjeux importants liés aux produits de vapotage auprès des jeunes, M. Gagnon a mentionné les contre-vendeurs, qui ne demandent souvent aucune pièce d'identité lorsqu'ils vendent leurs produits. « Donc, nous, on s'assure que nos produits ne soient pas achetés pas

les jeunes. C'est des produits qui contiennent de la nicotine. C'est des produits de nicotine seulement. Et les contre-vendeurs, ils les vendent sans scrupules à des jeunes. Alors il y a un énorme impact sur la santé publique et la santé des jeunes au Canada. »

Les causes du marché illicite

De nombreux facteurs peuvent expliquer la croissance rapide du marché illicite. Selon M. Gagnon, cela dépend des produits. Par exemple, au niveau des cigarettes, il a confirmé qu'il y a des taxes très élevées au Canada.

« Il y a des taxes fédérales, plus les taxes provinciales. Et donc, étant donné que les taxes sont très élevées, les contre-vendeurs en profitent pour vendre des produits illégaux, et énormément moins cher pour un consommateur. Il y a aussi un avantage de pouvoir acheter des produits illégaux pour sauver de l'argent. Quand on regarde au niveau du vapotage, le problème c'est qu'il n'y a pas de réglementation fédérale, notamment au niveau des saveurs. »

Échange de produits non autorisés d'une province à l'autre

D'après Eric Gagnon, certaines provinces permettent des saveurs dans le vapotage et d'autres ne le permettent pas.

« Qu'est-ce que ça fait? C'est qu'il y a plusieurs produits qui sont importés avec des saveurs, comme l'Alberta qui a le droit. Mais ces produits-là sont

par la suite envoyés dans les provinces où les saveurs ne sont pas permises. Donc, il y a énormément de produits illégaux qui sont vendus selon les provinces. Il y a énormément de raisons qui expliquent tout ça. Je pense qu'à la base, on est tout à fait conscient que la nicotine c'est un produit pour adulte et que ça prend de la réglementation. Mais, lorsque le gouvernement fédéral et les provinces mettent en place des règlements, il faut s'assurer que ça vient avec un programme pour que les lois soient respectées. Et souvent, c'est ce qui manque dans la réglementation actuelle. »

Un organisme national d'application comme solution

Pour mettre en place des solutions concrètes qui visent à endiguer cette crise liée à la nicotine illicite, M. Gagnon a proposé de mettre en place un organisme national d'application de la loi.

« Ce dont on se rend compte, c'est qu'il y a énormément de réglementation qui est imposée sur l'industrie. Mais, il n'y a aucun organisme national qui est dédié à respecter l'application de la loi sur les produits de nicotine. Donc, je pense que ça, c'est super important. Et travailler avec les provinces pour renforcer les sanctions. On pense aussi que les gens qui vendent des produits illégaux doivent être punis beaucoup plus sévèrement avec des sanctions plus élevées. »

La Loto épicerie est de retour!

1^{ER} PRIX :

5000 \$ en épicerie

2^E PRIX :

3000 \$ en essence

3^E PRIX :

1000 \$ comptant

4^E PRIX :

500 \$ comptant



OISEAU MATINAL

LE TIRAGE AURA LIEU
LE VENDREDI 14 NOV. 2025
À 15 H 30 SUR LES ONDES
DE CINN 91,1

500 \$ EN ARGENT COMPTANT



Tirage - vendredi 12 décembre 2025 à 15 h 30 sur les ondes de CINN 91,1 - Billets : 10 \$ chacun / 2600 billets vendus

Le Québec et l'Ontario : deux régimes forestiers à l'opposé

Par Renée-Pier Fontaine / IJL – Réseau.Presse – Le Nord

Le secteur de l'industrie forestière n'a pas de secrets pour un bon nombre d'habitants de la région de Hearst. Toutefois, le régime forestier ontarien, où ce sont les compagnies qui s'occupent du reboisement des forêts qu'elles ont exploitées, n'est pas du tout la norme dans la province voisine.

L'ingénieur forestier, professeur affilié à plusieurs universités et chercheur scientifique, Nelson Thiffault, est l'auteur de plusieurs recherches et articles d'envergure. Il se spécialise en sylviculture, plus précisément dans la régénération des peuplements forestiers et la gestion de la végétation. Basé au Québec, M. Thiffault a pris le temps de bien nous expliquer les grandes différences dans les régimes forestiers des deux provinces.

Un tournant décisif en 2001 au Québec

« En fait, au Québec, c'est effectivement interdit d'utiliser le glyphosate en forêt publique depuis 2001 », indique M. Thiffault. La décision gouvernementale, prise sous pression sociale et politique, a forcé l'industrie forestière québécoise à réinventer ses pratiques sylvicoles.

Dans la Belle Province, le glyphosate est encore largement utilisé en agriculture ou parfois à très petite échelle sur des terres boisées privées, mais son bannissement en forêt publique a marqué une rupture. L'ingénieur forestier rappelle que l'utilisation de cet herbicide en forêt servait principalement à réduire la compétition des feuillus après les coupes, favorisant ainsi la croissance des conifères plantés. « Cette interdiction a obligé le Québec à développer une stratégie alternative, basée sur quatre grands axes. »

Quatre piliers pour remplacer les herbicides

Le premier axe est la planification des coupes, en évitant de transformer des endroits à dominance de peuplements feuillus en plantations de conifères, ce qui réduit la compétition entre les espèces.

Le deuxième axe repose sur le reboisement hâtif, c'est-à-dire planter très rapidement après la coupe afin de donner aux jeunes arbres une longueur d'avance face à la végétation concurrente.

Ensuite, on préconise l'utilisation de plants de forte dimension (PFD),

produits en pépinières publiques. Plus robustes et plus vigoureux, ces semis sont mieux armés pour s'imposer dans un environnement compétitif.

Enfin, le quatrième pilier est le dégagement mécanique, effectué à la débroussailluse par des travailleurs forestiers. Ce travail, couteux et exigeant physiquement, permet de libérer les jeunes conifères envahis par les feuillus et arbustes.

« Ce n'est pas une stratégie parfaite, mais ça a fonctionné. Elle a permis au Québec de s'adapter et de maintenir son modèle sans herbicides », résume M. Thiffault.

L'Ontario et le choix de la continuité

Pendant ce temps, l'Ontario a conservé l'usage du glyphosate, qui demeure un outil central dans ses pratiques forestières. Ici, la logique est différente : les compagnies forestières détentrices de licences d'aménagement durable (SFL) assument elles-mêmes les coûts du reboisement et de la régénération.

Au cours de la dernière décennie, les entreprises forestières ont commencé à demander un plus grand volume de semis d'un an, comparativement à des plants plus robustes ayant passé jusqu'à deux ans sous les soins des pépinières. La Maison Verte, par exemple, avait dû adapter sa production en serre en investissant dans de nouvelles installations chauffées pour produire plus de jeunes plants, répondant ainsi à la demande de ses clients. Les planteurs d'arbres sur le terrain ont la capacité de planter un plus grand nombre de petits semis au cours d'une journée, mais ils reçoivent un montant par arbres plantés inférieur à ceux qui plantent des plants de fortes dimensions.

L'économie versus la sylviculture

L'aménagement forestier repose autant sur des choix biologiques que sur des contraintes économiques. Le coût d'un traitement herbicide est

nettement inférieur à celui d'une opération de dégagement mécanique. En plus, la disponibilité de la main-d'œuvre est devenue un enjeu. « Il y a de moins en moins de gens qui veulent aller dans le bois avec une débroussailluse. C'est un métier difficile et qui attire peu », constate M. Thiffault.

Cette réalité rend encore plus complexe une éventuelle interdiction des herbicides en Ontario. Les entreprises soulignent qu'elles auraient besoin d'un soutien gouvernemental important pour répliquer le modèle québécois, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Les plants de forte dimension : une science derrière la production

Une part importante de la stratégie québécoise repose sur les plants de forte dimension. Il ne s'agit pas seulement d'arbres plus grands, mais de semis produits dans des récipients adaptés pour favoriser un bon ratio hauteur-diamètre, garantissant leur solidité et leur croissance rapide.

« Au Québec, les plants de forte dimension peuvent atteindre trente-cinq à quarante centimètres et avoir un diamètre conséquent, explique Nelson Thiffault. Le reboiseur est payé en conséquence parce que ce sont des plants plus lourds et plus difficiles à transporter. »

Il existe même des plants de moyenne dimension, légèrement plus petits que les PFD, mais toujours supérieurs aux semis standards utilisés ailleurs, notamment en Ontario.

Différences structurelles et contraintes financières

« Il y a plusieurs enjeux. Ils utilisent surtout des plus petits arbres, mais je sais qu'il y a des initiatives pour produire et utiliser des plants plus gros », précise le chercheur. « Sauf que ça ne s'improvise pas : il faut toute une infrastructure, des récipients adaptés, et une expertise spécifique. »

Au Québec, le gouvernement assume les coûts, achète l'essentiel pour faire pousser les semis forestiers et gère les contrats avec les pépinières privées pour produire les espèces et dimensions nécessaires. En Ontario, c'est la compagnie forestière qui doit gérer l'approvisionnement et les coûts, ce qui rend l'usage de grands plans (semis d'arbres) moins répandu et

l'herbicide plus économiquement attractif.

« Mon point n'est pas de dire que c'est mieux au Québec ou mieux en Ontario. Il s'agit de montrer que la structure et l'organisation du régime forestier sont différentes. On ne peut pas juste copier un modèle », insiste M. Thiffault.

Un régime forestier historique et évolutif

Le régime forestier québécois a évolué au fil du temps. Avant 2013, les industriels géraient eux-mêmes les calculs de possibilité forestière et recevaient des crédits sylvicoles du gouvernement en fonction de leur reboisement. Aujourd'hui, c'est le gouvernement qui planifie les scénarios sylvicoles et gère les travaux, garantissant aux scieries un approvisionnement minimal tout en plaçant l'excédent sur le marché public. « Le système actuel est conçu pour sécuriser l'approvisionnement industriel tout en investissant dans la sylviculture. Le gouvernement considère que payer pour ces travaux, c'est un investissement : ça crée de l'emploi, soutient les pépinières et contribue à l'économie locale », explique le chercheur.

S'inspirer sans faire du copier-coller

Le régime forestier québécois a évolué au fil du temps. Avant 2013, les industriels géraient eux-mêmes les calculs de possibilité forestière et recevaient des crédits sylvicoles du gouvernement en fonction de leur reboisement.

La comparaison Québec-Ontario illustre qu'il n'existe pas de solution unique. La réussite de la stratégie québécoise repose sur un investissement public massif et une organisation centralisée, tandis que l'Ontario opère dans un système de marché libre où les entreprises portent la responsabilité et les coûts. « Il faut s'inspirer si l'on veut s'éloigner des herbicides, mais toujours en adaptant les pratiques au contexte législatif et organisationnel local », conclut Nelson Thiffault.

Le régime forestier du Québec est appelé à changer dans les années à venir puisqu'il a été établi voilà plus de 10 ans et, selon Nelson Thiffault, il est fréquent qu'après un certain temps, des ajustements et des modifications viennent changer la donne. Pour ce qui est de l'avenir du régime forestier ontarien, l'avancée dans les recherches scientifiques et les pressions auprès du gouvernement provincial viendront peut-être changer graduellement le fonctionnement, surtout dans un contexte économique où l'industrie forestière est menacée.

Alternatives au glyphosate : projet de recherche en cours près de Chapleau

Par Renée-Pier Fontaine / IJL – Réseau.Presse – Le Nord



Ingénieur forestier et chercheur au Service canadien des forêts, Nelson Thiffault cumule également plusieurs affiliations universitaires, notamment avec l'Université Laval, l'Université de Sherbrooke, l'UQAC et l'UQAT. Membre du Centre d'étude de la forêt depuis 2007, il occupe aussi des fonctions éditoriales au *Canadian Journal of Forest Research*, et à *New Forests*, en plus de codiriger le Réseau Reboisement Ligniculture Québec.

Photo : dream-forests/web

Alors que l'usage du glyphosate en foresterie suscite un débat grandissant en Ontario, le Québec est souvent cité comme modèle. La province a interdit l'épandage d'herbicides en forêt publique dès 2001 et a misé sur d'autres approches sylvicoles. Le chercheur scientifique au Service canadien de forêts, Nelson Thiffault, explique les travaux de recherche qu'il a effectués.

prévoir à l'avance où vont être les problèmes. Dans certains cas, on pourrait se passer complètement d'herbicides ou même de dégagement mécanique. »

L'approche vise à remplacer la méthode « mur à mur », qui consiste à couper, préparer le terrain, planter et traiter de la même façon partout, par une stratégie plus fine. « Avant la coupe, on regarde quelles espèces sont présentes, quel type de sol on a, et ça nous permet d'anticiper les besoins réels. Peut-être que dans certains secteurs, la régénération se fera naturellement, tandis que dans d'autres, il faudra intervenir plus fortement », détaille le chercheur.

Des semis forestiers contenant déjà des mycorhizes

Une partie de ses travaux porte aussi sur le rôle des mycorhizes, ces champignons microscopiques qui vivent en symbiose avec les racines des arbres. « Le champignon s'attache aux racines et étend le réseau de l'arbre. Il va chercher de l'eau et des nutriments, tandis que l'arbre lui fournit du carbone. C'est une relation gagnant-gagnant », illustre M. Thiffault.

Grâce à un partenariat formé avec l'entreprise Mikro-Tek, des plants en pépinière sont déjà inoculés de ces champignons avant d'être replantés en forêt. « L'idée, c'est que l'arbre arrive sur le terrain déjà équipé de ses mycorhizes, ce qui lui permet de croître plus vite et de mieux résister à la compétition », explique Nelson Thiffault. Cette technique pourrait réduire le recours aux dégagements et s'inscrire dans une vision du monde proche de celle des communautés autochtones, qui valorisent les interconnexions entre les êtres vivants. »

Pour vérifier cette hypothèse, M. Thiffault et ses collègues ont retrouvé des plantations ayant des arbres produits par Mikro-Tek, établies il y a 15 à 20 ans. « On les

remesurées et on essaie de voir si, après tout ce temps, les arbres avec mycorhizes poussent vraiment mieux. Notre hypothèse scientifique, c'est que parfois oui, parfois non, parce que les arbres reçoivent souvent des champignons du sol de toute façon. Mais dans des sites dégradés ou secs, ça pourrait faire une grande différence », nuance-t-il.

Au-delà de la science, ces recherches intègrent une dimension sociale. Avec Wahkohtowin Development GP inc., qui représente trois communautés autochtones, Nelson Thiffault collabore à des projets qui impliquent la jeunesse locale. « Pour Wahkohtowin, c'est une opportunité de faire travailler la

jeunesse autochtone. Plutôt que de ne pas savoir ce qu'ils veulent faire, c'est une chance de se former et de trouver leur place. » Dans une expérience récente, de jeunes « guardians » — ces « gardiens de la terre » présents dans plusieurs communautés autochtones — ont participé à des activités de terrain : marquage des arbres, mesures, débroussaillage et suivi de plantations. « Ça leur a permis de se former à reconnaître les plantes, à manier la débroussailleuse et à comprendre pourquoi il est important de donner de la lumière aux arbres pour qu'ils poussent », décrit le chercheur.

Selon lui, ces initiatives ne visent pas à « reproduire ce qui s'est fait au Québec », où l'usage d'herbicides est interdit, mais plutôt à « s'inspirer et à adapter les pratiques pour soutenir l'évolution de la foresterie ailleurs au pays ».

En combinant science, innovation et savoirs autochtones, Thiffault et ses partenaires explorent ainsi de nouvelles voies pour rendre la gestion forestière à la fois plus durable et plus inclusive.



25 000\$ EN PRIX!

Samedi le 4 octobre 2025 à 13h

CENTRE COMMUNAUTAIRE D'EARLTON, ON

1^{ère} Partie régulière	1 Ligne	400,00\$
	2 Lignes	700,00\$
2^e Partie régulière	1 Ligne	400,00\$
	2 Lignes	700,00\$
1^{er} Spécial	Lettre "H"	1 500,00\$
	Carte Pleine	2 500,00\$
3^e Partie régulière	1 Ligne	400,00\$
	2 Lignes	700,00\$
4^e Partie régulière	1 Ligne	400,00\$
	2 Lignes	700,00\$
INTERMISSION		
2^e Spécial	Tour de la carte	1 500,00\$
	Carte Pleine	2 500,00\$
5^e Partie régulière	1 Ligne	400,00\$
	2 Lignes	700,00\$
6^e Partie régulière	1 Ligne	400,00\$
	2 Lignes	700,00\$
Gros Lot	Lettre "X"	1 000,00\$
	Carte Pleine	8 000,00\$
	Consolation	1 400,00\$

LIVRET DE 4 BANDES
Parties régulières
50\$ ARGENT
COMPTANT

Doit avoir 1 livret de
4 bandes pour l'achat de
Spéciales et Gros Lot

BANDE DE SURPLUS POUR PARTIES
RÉGULIÈRES - 2/20\$
SPÉCIAUX - 3\$/BANDE
GROS LOT - 5\$/BANDE

Billets Bingo Balls



CLUB LIONS D'EARLTON

PORTE & CANTINE OUVRONT À 11h

Lic # BINGO1493535

Au printemps dernier, le ministre de la Santé des États-Unis, Robert F. Kennedy Jr avait promis de trouver « d'ici septembre » les causes de l'autisme. C'est chose faite, a-t-il affirmé le 22 septembre, aux côtés du président américain Donald Trump, en pointant vers l'acétaminophène, ou Tylenol, consommé durant la grossesse. Le *Détecteur de rumeurs* a voulu réviser ce que la recherche nous dit vraiment à propos des causes de l'autisme.

4 questions sur les causes de l'autisme

Par Kathleen Couillard / Agence Science-Press



« épidémie » a également été évoquée.

Y a-t-il vraiment plus de cas d'autisme? Oui

En 2012, une équipe dirigée par une chercheuse de l'Université McGill avait estimé que la prévalence de l'autisme à travers le monde était de 0,62 %. En 2022, les mêmes chercheurs ont évalué que cette proportion était de 1 %.

Aux États-Unis, le Réseau de surveillance de l'autisme et des troubles du développement (ADDM) dispose de données sur la prévalence de l'autisme chez les enfants de 8 ans. Alors que la proportion d'enfants touchés était de 0,67 % en 2000, elle était passée à 2,3 % en 2018 puis à 3,2 % en 2022.

Enfin, au Québec, selon des données de l'Institut national de santé publique (INSPQ), 0,2 % des enfants de 5 à 9 ans avaient un diagnostic d'autisme en 2000-2001, contre 1,9 % en 2017-2018 et 3,1 % en 2023-2024.

S'agit-il d'une épidémie? Non

RFK a employé le mot « épidémie » à plus d'une reprise, et il n'est pas le seul. Mais un débat subsiste dans la communauté scientifique quant à savoir s'il y a vraiment plus de cas qu'avant, ou s'ils sont simplement mieux diagnostiqués.

Comme l'expliquaient en 2020 des chercheurs suédois dans un article sur l'évolution de l'étude des causes de l'autisme depuis les années 1980, les critères utilisés pour définir l'autisme ont changé au cours de cette période. Ainsi, entre la parution de la troisième édition du *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (DSM)*, en 1980, et la parution de la cinquième en 2013, la définition de ce trouble du développement neurologique s'est élargie et inclut des formes plus légères, note l'organisme américain Autism Speak, qui a pour mission de créer un monde plus inclusif pour les personnes autistes. C'est pourquoi on parle désormais du « spectre de l'autisme ». De plus, les médecins ont maintenant de meilleurs outils pour détecter les enfants touchés.

Les cas d'autisme sont ainsi identifiés plus tôt, ce qui peut affecter la prévalence, soulignaient les chercheurs de l'Université McGill en 2022. Enfin, la hausse des diagnostics pourrait être due à une plus grande reconnaissance du trouble du spectre de l'autisme dans la société, ajoutaient les auteurs suédois.

Des éléments toxiques dans notre environnement pourraient être en cause? Oui

Selon des chercheurs canadiens qui s'étaient intéressés en 2017 aux

facteurs environnementaux pouvant être associés à l'autisme, ces changements diagnostics n'expliqueraient toutefois qu'une partie de l'augmentation.

Ces chercheurs et d'autres citent fréquemment comme facteurs l'exposition aux éléments suivants pendant la grossesse et la petite enfance.

- **Polluants atmosphériques** : Une étude publiée en 2010 montrait que les enfants dont la mère habitait près d'une autoroute pendant le dernier trimestre de la grossesse avaient deux fois plus de chances de développer un trouble du spectre de l'autisme.

- **Âge parental avancé** : L'âge parental avancé augmenterait le risque que les ovules ou les spermatozoïdes soient porteurs de mutations, soulignaient des chercheurs chinois l'été dernier dans une revue de la littérature scientifique.

- **Déficit nutritionnel** : Le statut nutritionnel de la mère pendant la grossesse est critique au bon développement du cerveau, expliquaient des auteurs irlandais en 2021 dans un chapitre sur les causes de l'autisme. Par exemple, les femmes qui prennent un supplément prénatal auraient moins de risque d'avoir un enfant autiste, selon une étude de 2011.

- **Diabète maternel** : Selon les chercheurs chinois, cette maladie perturberait le fonctionnement immunitaire et métabolique chez la mère, ce qui pourrait affecter le développement du cerveau du fœtus.

- **Infection pendant la grossesse** : Plusieurs études suggèrent qu'une infection pendant la grossesse augmente le risque d'autisme chez le bébé, surtout si cela a mené à une hospitalisation, remarquaient les chercheurs chinois.

Toutefois, les chercheurs suédois cités plus haut étaient allés plus loin, en réalisant une étude auprès de 22 678 paires de jumeaux nés entre 1982 et 2008. Leurs résultats suggèrent plutôt que la contribution de l'environnement pendant cette période est demeurée constante, malgré l'augmentation des diagnostics d'autisme. Il serait donc peu probable, selon eux, que des facteurs environnementaux soient à blâmer.

Les gènes pourraient jouer un rôle? Oui

Il est établi depuis longtemps que les gènes seraient responsables en partie des troubles du spectre de l'autisme. De petites études réalisées dès 1989 et 1995 ont montré que lorsqu'un jumeau identique a un diagnostic d'autisme, l'autre jumeau a reçu le même diagnostic dans 70 à 90 % des cas. Et cette proportion est de moins de 10 % pour les jumeaux non identiques.

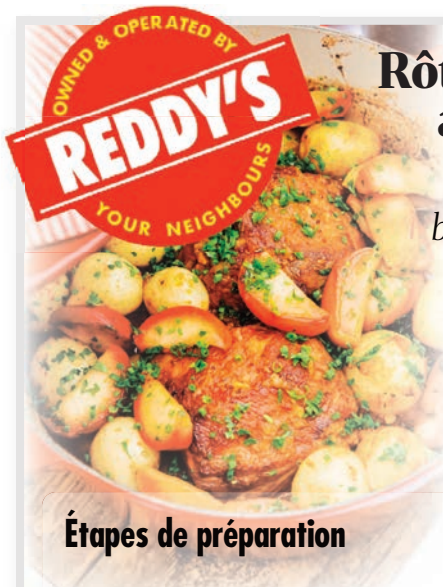
Plus récemment, une étude menée en 2019 auprès de 2 millions de personnes de plusieurs pays dont 22 000 avaient reçu un diagnostic d'autisme estimait que l'hérédité du trouble serait d'environ 80 %. Cependant, même si des milliers de gènes ont ainsi été associés à un plus grand risque d'autisme, la grande majorité des autistes n'ont pas de mutations clairement identifiables, expliquaient les chercheurs chinois dans leur revue de la recherche scientifique parue l'été dernier. C'est ce qui laisse supposer que ce serait une combinaison de facteurs génétiques et de facteurs environnementaux qui mène au déclenchement de l'autisme.

Mot caché

Thème : **PUBLICITÉ**
9 lettres

A	Création	L	R
Achat	D	Lecteur	Rabais
Affiche	Dépliant	Logo	Radio
Agence	Diffusion	M	Réseau
Annonce	E	Magazine	Revue
Audience	Échange	Marché	S
Avis	Édition	Marketing	Slogan
B	Emballage	Marque	Solde
Banderole	Encart	Média	T
Bannière	Engagement	Message	Télévision
Brochure	Enseigne	O	Thème
Budget	Espace	Objectif	V
C	Étude	Offre	Valeur
Campagne	Événement	P	Vente
Clientèle	I	Page	Vidéo
Communication	Image	Panneau	
Concept	Impression	Presse	
Concurrence	J	Produit	
Contrat	Journal	Public	
Coût			

E	N	C	T	E	P	E	U	S	E	T	N	O	I	T	A	E	R	C	E
E	V	O	A	N	C	R	N	A	O	G	E	A	N	N	O	N	C	E	L
R	C	E	I	M	A	H	U	C	E	L	A	L	O	I	D	A	R	P	E
T	B	N	S	P	I	A	E	A	S	D	M	E	D	I	A	E	R	T	
A	U	E	E	E	U	A	L	N	L	R	E	E	I	V	E	O	G	E	N
H	D	C	B	I	M	F	G	P	G	A	T	R	C	N	I	E	A	S	E
C	G	N	A	T	D	E	F	N	E	E	V	I	G	S	N	S	P	S	I
A	E	E	N	P	O	U	N	I	E	D	L	A	T	S	L	A	I	E	L
E	T	R	N	E	F	V	A	T	D	B	G	I	E	A	E	O	V	O	C
N	M	R	I	C	F	E	M	B	U	E	U	I	M	E	G	M	G	I	N
I	E	U	E	N	R	R	A	P	M	D	G	N	L	A	C	E	E	A	S
Z	S	C	R	O	E	N	E	E	O	N	O	N	A	R	A	N	H	N	
A	S	N	E	C	D	R	N	R	E	I	R	U	B	O	N	C	P	C	T
G	A	O	O	E	U	T	P	A	S	U	E	T	A	J	I	R	H	S	E
A	G	C	R	H	R	E	F	S	E	T	N	E	V	E	E	T	U	E	E
M	E	O	C	A	U	F	E	T	U	V	I	D	E	O	N	C	I	O	I
O	L	O	B	Q	I	R	C	D	T	A	R	T	N	O	C	N	T	D	J
E	R	A	R	C	P	E	E	M	B	A	L	L	A	G	E	N	A	I	E
B	I	A	H	M	L	O	G	O	G	N	I	T	E	K	R	A	M	P	F
S	M	E	I	T	U	O	C	O	M	M	U	N	I	C	A	T	I	O	N



Rôti de porc braisé aux pommes

Cette recette de rôti de porc braisé est à tomber... dans les pommes. Tout simplement.

Ingrédients

- 2,5 kg (5 1/2 lb) d'épaule de porc avec la couenne et l'os (ou échine)
- 60 ml (1/4 tasse) d'huile d'olive
- 3 oignons, hachés
- 3 gousses d'ail, hachées
- 500 ml (2 tasses) de bouillon de poulet
- 375 ml (1 1/2 tasse) de compote de pommes non sucrée
- 15 ml (1 c. à soupe) de moutarde à l'ancienne
- 1 litre (4 tasses) de pommes de terre pelées et coupées en gros cubes ou de petites pommes de terre grelots entières
- 60 ml (1/4 tasse) de persil plat ciselé
- 60 ml (1/4 tasse) de ciboulette fraîche ciselée
- 3 pommes Lobo ou Cortland épépinées et coupées en 12 quartiers chacune
- 15 ml (1 c. à soupe) de miel
- Sel et poivre

Étapes de préparation

1. Placer la grille au centre du four. Préchauffer le four à 180 °C (350 °F).
2. Dans une grande casserole allant au four, doré le rôti sur toutes les faces dans la moitié de l'huile (30 ml/2 c. à soupe). Saler et poivrer. Réserver la viande sur une assiette. Dans la même casserole, doré les oignons et l'ail. Ajouter le bouillon, la compote de pommes et la moutarde. Remettre le rôti dans la casserole côté couenne vers le haut et porter à ébullition.
3. Couvrir et cuire au four 1 h 30. Ajouter les pommes de terre autour de la viande et poursuivre la cuisson 1 heure ou jusqu'à ce que la viande soit tendre et se défasse à la fourchette. Ajouter les herbes.
4. Entretemps, dans une poêle antiadhésive, doré les pommes dans le reste de l'huile (30 ml/2 c. à soupe) et le miel. Au moment de servir, placer les pommes autour du rôti.

Sudoku

JEU N° 943

NIVEAU :
DIFFICILE

					9		6	
	2				7			8
	8				5		4	
		9			2	6		
5	7							1
								2
					9			5
4							3	6
3					2			7

RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres 1 à 9 une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : vous ne devez jamais répéter les chiffres 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.

RÉPONSE DU JEU N° 943

7	9	1	4	2	5	8	6	3
6	2	3	8	7	1	5	9	4
4	5	8	3	6	9	7	1	2
2	7	6	1	5	3	9	4	8
1	3	4	9	8	6	2	7	5
5	8	9	2	4	7	6	3	1
6	4	7	5	3	2	1	8	9
8	1	5	7	9	4	3	2	6
3	9	2	6	1	8	4	5	7

RADIO BINGO

Ce samedi 11 h sur les ondes de **CINN91,1.COM**

RADIO EN LIGNE
ET CARTE INTERACTIVE :



Réponse du mot caché : **PROMOTION**

**PARTAGEZ L'INFOLETTRE
AVEC VOS PROCHES !**

www.lenord.ca/abonnez-vous

Ou scannez le
code QR :



NOTRE ÉQUIPE S'AGRANDIT!

**NOUS SOMMES À LA RECHERCHE D'UN-E
Chargé-e de compte (bilingue)**
Hearst, ON - Poste permanent à temps plein

En tant que Chargé de compte, vous contribuez à la croissance de Pepco en développant des relations solides avec nos clients et en générant des ventes auprès d'entreprises et de comptes commerciaux. Vous serez responsable de bâtir, gérer et développer un portefeuille client significatif dans le secteur industriel, des carburants et des lubrifiants.

CE QUE NOUS OFFRONS:

- Salaire concurrentiel + commissions illimitées
- Avantages sociaux (santé, soins dentaires, vision)
- Programme RÉÉR
- Horaire hybride et flexible

Envoyer votre c.v. à: talent@pepco.ca

Send resume to talent@pepco.ca



Signalez les rencontres avec
les ours **non-urgentes** au
1-866-514-2327



Université de Hearst | OFFRE D'EMPLOI
Affichage interne et externe

2025-17

STAGIAIRE EN INFORMATIQUE

Type d'emploi : Poste contractuel d'une durée de 12 mois à plein temps

Lieu de travail : Hearst

Entrée en fonction : Dès que possible

Pour de plus amples renseignements
uhearst.ca/carriere/ ou communiquez avec nous
à rh@uhearst.ca

Date de clôture
9 octobre 2025
à midi

PRÉSENTÉ PAR LES MÉDIAS DE L'ÉPINETTE NOIRE EN COLLABORATION AVEC LE CONSEIL DES ARTS DE HEARST

LGS **45 \$ LE BILLET**
À LA PORTE: 50 \$

**16
ANS
ET +**

VENDREDI 3 OCTOBRE
EN SPECTACLE STYLE CABARET



Première partie avec Estelle & John... et retour sur scène pour clore le PARTY en beauté!
BILLETS VENDUS UNIQUEMENT AUX BUREAUX DES MÉDIAS DE L'ÉPINETTE NOIRE INC. AU 1004, RUE PRINCE.



SUIVEZ GILLES PÉLOQUIN POUR UNE TROISIÈME ANNÉE DE CHRONIQUES SUR LES LUMBERJACKS DANS LE JOURNAL LE NORD, TOUS LES JEUDIS, ET VOUS NE MANQUEREZ RIEN DE L'ACTION AVEC VOTRE ÉQUIPE FAVORITE.

Bilan de la dernière semaine, statistiques, commentaires de l'entraîneur et analyses

FAITES PARTIE DE LA GANG, TOUS DERRIÈRE LES JACKS!

Soirée d'ouverture réussie vendredi à Hearst pour les **LUMBERJACKS** grâce au trio « MCT »

Par Gilles Péloquin

Les efforts de Ty McKay, Mathieu Comeau et Chase Thompson ont aidé les Lumberjacks de Hearst à vaincre les Soo Eagles 7-4 au match d'ouverture de la saison locale de la Ligue de hockey junior du Nord de l'Ontario, vendredi dernier, au Centre récréatif Claude-Larose devant 661 spectateurs, la meilleure foule de la saison jusqu'ici dans le circuit Mazzuca.



Les deux clubs ayant trouvé rapidement leur rythme en début de rencontre, ce sont les Eagles qui ont ouvert le pointage, quelques secondes seulement après le début du premier jeu de puissance de la soirée. D'abord, Sault Ste. Marie a contrôlé une mise au jeu dans la zone des Jacks, ce qui a permis au défenseur Carter Huckson de déclencher un tir du côté droit qui a été dévié par Anden Marceau à 3:49, et tromper la vigilance du gardien Alexandre Boivin.

Photo : Lumberjacks/web

Ensuite, profitant d'un avantage numérique au milieu du premier tiers, Chase Thompson a récupéré une rondelle libre à la suite d'une tentative de jeu de Mathieu Comeau depuis l'enclave. Puis, reprenant l'avantage à la 13^e minute, les Soo ont remporté une autre mise au jeu qui a permis à CJ Zaharias de tenter un tir cadré depuis la pointe. Ethan Hoff a récupéré le disque et du revers marqué son premier but dans la LHJNO.

Quelques instants plus tard, les Eagles ont continué à marquer en s'élançant sur l'aile droite et en tirant sur la jambière d'Alexandre Boivin; Carter Huckson a vu le rebond aller directement à Nolan Nemecek dans le cercle gauche qui l'a rapidement, cette rondelle, renvoyée dans le filet. La période

fluide s'est poursuivie à 17:31 alors que Cole Shepherdson des Lumberjacks a travaillé une passe de bas en haut (zone centrale) vers Tyson Osachoff qui l'a rapidement dirigé dans le haut du filet derrière Jace Knoerle, le gardien des Eagles, pour son premier but de la saison. Surprise à domicile après 20 minutes de jeu : les protégés de Guy Losier tirent de l'arrière 3 à 2.

En deuxième période, Cole Shepherdson a continué à jouer brillamment sur un jeu orchestré par Ty McKay tandis que l'Orange et Noir en profitait pour égaler la marque 3 à 3 (power play goal) à la 4^e minute de jeu. Cependant, les hôtes ont continué à faire pression et ont pris l'avantage du match en fin de deuxième période lorsque Hugo Allard a repéré Jasha Bichin près du filet, qui marquait à 17:58.

Ainsi les Jacks regagnaient le vestiaire avec une priorité d'un but cette fois. C'était 4 à 3 après 40 minutes de jeu.

Espérant revenir dans la joute dans la dernière période, les Soo Eagles ont égalisé à 7:10 grâce à Micah Seery qui, pour son premier but dans la NHJNO, a réussi un tir du poignet du haut du cercle droit, surprenant le gardien Alexandre Boivin. C'était de nouveau l'impasse, 4 à 4. Sur une pénalité retardée, Julien Trudel a décoché un tir qui a

rebondi vers un Ty McKay laissé seul devant le gardien ennemi; McKay a rapidement renvoyé le disque dans le côté ouvert à la gauche de Jace Knoerle avec 6:15 à jouer en temps réglementaire, pour l'éventuel but gagnant.

Après avoir retiré le gardien Knoerle en faveur d'un attaquant supplémentaire avec 93 secondes à jouer en troisième période, les visiteurs ont cherché à égaliser le score une fois de plus, mais Mathieu Comeau a soutiré la rondelle d'un défenseur à sa propre ligne bleue, et marqué dans le filet vide avec 55 secondes à la joute, portant la marque 6 à 4 pour l'Orange et Noir.



Finalement, dans les derniers instants de la rencontre, alors que le gardien des Eagles tentait de rejoindre le banc de son équipe une fois de plus afin d'ajouter un 6^e attaquant, Ty McKay a coupé une passe en zone centrale et est allé marquer pour conclure la victoire des Lumberjacks 7 à 4 avec 36 secondes au match. Photo : Lumberjacks/web

DANS LE VESTIAIRE...

C'était la troisième victoire des Jacks sur quatre parties en ce début de saison. Il y a eu le « faux pas » de la semaine dernière à Espanola : revers de 9 à 2. Les lancers dans cette partie sont au nombre de 92, soit 50 par les locaux et 40 par les visiteurs. Le trio formé de Ty McKay, Mathieu Comeau et Chase Thompson, surnommé « MCT », a récolté 10 points, c'est-à-dire quatre buts et six passes. Les trois étoiles de la partie, hé oui, Ty McKay (2b-2a), Mathieu Comeau (1b-3a) et Chase Thompson (1b-1a). Les gardiens dans cette rencontre étaient Alexandre Boivin avec sa troisième victoire en ce début de saison avec 38 arrêts sur 42 tirs en sa direction et, dans la défaite, Jace Knoerle des Eagles qui donnait six buts sur 49 tirs en sa direction. À noter que ce fut deux en trois pour ce qui est du jeu de puissance de la formation de Guy Losier, et un en un du côté des Eagles dans ce match dénudé de rudesse et joué rapidement en deux heures et onze minutes au Centre récréatif Claude-Larose.

Quatrième victoire de la jeune saison en cinq matchs et le 1^{er} rang de la LHJNO



Tout un début de saison pour l'équipe de Guy Losier dans la LHJNO avec quatre victoires en cinq parties, et le 1^{er} rang du circuit Mazzuca. Photo : Lumberjacks/web

Par Gilles Péloquin

Deux buts bien orchestrés après que les Beavers de Blind River eurent égalisé la marque ont aidé les Lumberjacks à remporter une victoire serrée de 3-2, samedi soir, au Centre récréatif Claude-Larose devant une bonne foule de 592 spectateurs. S'attaquant au premier avantage

numérique de la soirée, les Lumberjacks ont ouvert le pointage après six minutes de jeu lorsqu'un tir de Mathieu Comeau, depuis le cercle de mise en jeu droit, a heurté le bâton de son coéquipier Chase Thompson et échappé au gardien des Beavers, Mason Janicki. Après avoir égalisé à mi-chemin de la strophe

médiane, Blind River a rapidement quitté sa propre zone, ce qui a conduit à une opportunité en surnombre où Camden Cowan a fait une passe à Caleb Walker qui a ensuite habilement déjoué le cerbère partant de l'Orange et Noir, Owen Bonthuis.

Cependant, l'équipe locale est revenue de l'arrière pour reprendre l'avantage dès la présence suivante lorsque Royce Abraham a inscrit son premier but dans la LHJNO en lançant du revers sur une passe de Ty McKay depuis l'enclave, déjouant le gardien des Beavers, Mason Janicki. Puis, profitant d'un revirement en début de troisième période, Jonah McIndoo a obtenu une dernière touche sur un certain nombre d'occasions dont les Beavers ont finalement profité pour égaliser le pointage à 2-2. Mais une fois de plus, les Jacks reprenaient rapidement l'avance lorsque Ty McKay a inscrit son cinquième but de la campagne à

1:37.

Blind River a sorti son gardien en fin de match pour tenter de forcer la prolongation, mais les Lumberjacks ont tenu bon défensivement pour assurer la victoire et améliorer leur position. Ils ont donc quatre victoires cette saison en cinq sorties, dont deux gains en deux joutes cette dernière fin de semaine à domicile.

DANS LE VESTIAIRE...

Match tranquille samedi soir à Hearst, 37 lancers seulement pour les deux clubs : 21 par les Jacks et 16 seulement par les Beavers. Un seul but en avantage numérique dans cette rencontre, celui de Chase Thompson des Lumberjacks en première période. Les trois étoiles de la partie, selon le journal Le Nord : Chase Thompson (1b-2a), Ty McKay (1b-2a) et Mathieu Comeau (0b-2a), tous des Jacks. Owen Bonthuis a accordé deux buts sur 16 tirs pour sa première victoire de la saison après un revers la semaine dernière à Espanola. Mason Janicky, pour sa part, accordait trois buts à l'Orange et Noir sur 21 lancers.

TY MCKAY, la 1^{re} étoile de la semaine dans la LHJNO

Par Gilles Péloquin

La Ligue de hockey junior du Nord de l'Ontario a annoncé ce lundi que les attaquants Ty McKay (Lumberjacks de Hearst), Brant Romaniuk (Rock de Timmins) et Deven Jones-McDonald (Soo Thunderbirds) ont été nommés les trois étoiles de la semaine pour la période se terminant le 21 septembre, après avoir aidé leurs clubs respectifs à remporter plusieurs victoires.

1^{re} ÉTOILE

Ty McKay (attaquant), Lumberjacks de Hearst – Le joueur de 19 ans, originaire de Calgary en Alberta, a récolté sept points en aidant Hearst à remporter des victoires contre les Soo Eagles et les Beavers de Blind River au cours du weekend. Ses efforts ont notamment consisté à marquer le but gagnant dans chaque match, ainsi qu'un autre but et quatre passes décisives.



Avec un total combiné de 11 points lors des cinq confrontations globales des Lumberjacks cette saison, il mène Hearst au chapitre des points marqués et occupe la deuxième place dans le circuit Mazzuca avec ses cinq buts et six aides. Photos : Lumberjacks/web

2^e ÉTOILE

Brant Romaniuk (attaquant), Rock de Timmins – Une semaine de sept points a permis au joueur de 17 ans, originaire de Timmins, de prendre la tête du classement des pointeurs du Rock. Romaniuk a inscrit trois buts, dont un gagnant, et a contribué à quatre autres buts lors des victoires contre Blind River et les Soo Eagles. Ayant déjà joué dans le système de



hockey mineur des Trappers de North Bay, Romaniuk est à sept matchs de 100 dans sa carrière dans la NOJHL, tout en ayant déjà dépassé la barre des 100 points avec 107.

3^e ÉTOILE

Deven Jones-McDonald (attaquant), Soo Thunderbirds – Originaire de Garden River en Ontario, Jones-McDonald connaît un bon début de saison, affichant deux performances consécutives à trois points au cours du weekend. L'attaquant talentueux de 17 ans a marqué un but et fait une passe décisive sur deux autres buts lors d'une victoire à Espanola vendredi avant de compter deux buts, dont le décisif, et d'ajouter une passe décisive lors d'un triomphe à French River dimanche. Ayant joué au hockey mineur des deux côtés de la rivière Sainte-Marie, à Sault Ste. Marie, Jones-McDonald mène actuellement les Thunderbirds au niveau des statistiques offensives avec sept points en trois matchs, et il est déjà en bonne voie d'établir des sommets en carrière durant une seule saison en termes de buts, de passes décisives et de points.

PROCHAINS MATCHS DES LUMBERJACKS

Les protégés de Guy Losier retournent sur la route cette fin de semaine, la dernière de septembre, pour y disputer trois joutes : ce vendredi 19 h 30 à Sault Ste. Marie, Michigan, face aux Eagles; puis samedi à 19 h contre les Beavers à Blind River; et finalement dimanche en matinée à 14 h contre les Thunderbirds à Sault Ste. Marie, Ontario.

Qui peut détrôner les Cubs de Sudbury cette saison dans la LHJNO?

Par Gilles Péloquin La saison 2025-2026 dans la LHJNO n'est vieille que de deux semaines que l'on peut déjà y aller de « prédictions » en vue de cette année. Il est également tentant de se poser la question : quel club va détrôner les Cubs de Sudbury du 1^{er} rang au classement final, et aussi leur ravir le trophée emblématique de champions des séries éliminatoires ?

Honnêtement, d'après l'alignement des dix autres clubs du circuit Mazzuca, les résultats des récents matchs présaison, ainsi que le début de la saison actuelle, je vois trois clubs qui pourraient causer la « surprise ». Ce sont les Voodoos de Powassan, les Paper Kings d'Espanola, mais surtout nos Lumberjacks de Hearst.

Ici et là dans la LHJNO...

Par Gilles Péloquin

Depuis le début de la saison 2025-2026 dans la LHJNO, le 11 septembre dernier à Sudbury, pas moins de 13 transactions ont été effectuées. Les plus actifs en ce début de campagne sont les Voodoos de Powassan avec cinq transactions, suivis des Cubs de Sudbury et des Beavers de Blind River avec deux par équipe. Les Gold Miners de Kirkland Lake, les Paper Kings d'Espanola, le Rock de Timmins et le Storm d'Iroquois Falls affichent chacune une transaction.

Quatre des 11 formations de la ligue demeurent stables, sans aucune transaction à ce jour, soit nos Lumberjacks de Hearst, les Eagles de Sault Ste. Marie Michigan et les Thunderbirds de Sault Ste. Marie Ontario ainsi que les Rapids de French River.

Les Rapids et les Eagles n'ont toujours pas de victoire en cette saison 2025-2026 après trois et cinq parties respectivement. Par ailleurs, les Jacks totalisent quatre gains en cinq sorties devant les Voodos de Powassan qui ont trois en trois et les Paper Kings d'Espanola avec aussi trois triomphes, mais en cinq sorties.

À pareille date l'an dernier l'Orange et Noir cumulait un dossier de quatre gains et un revers en cinq parties, tout comme cette année pour le mois de septembre. En 2024-2025, c'était effectivement deux en deux à domicile et deux gains en trois essais sur la route. Au niveau des assistances au Centre récréatif Claude-Larose de Hearst, les Lumberjacks en quatre joutes en 2024-2025 attiraient une moyenne de 647,5 spectateurs comparativement à cette saison jusqu'ici aussi en deux parties, de 626,5 personnes.

Première étoile de la dernière semaine dans la LHJNO : l'attaquant Ty McKay qui domine la colonne des marqueurs pour les Jacks avec 11 points, dont cinq buts en autant de parties. Il devance ses deux coéquipiers de trio,

Mathieu Comeau (3b-5a) et Chase Thompson (3b-5a). Ensemble, ils forment actuellement le meilleur trio de la ligue offensivement avec 11 buts et 16 passes pour 27 points en cinq parties, et une moyenne de points de 5,4 points/match.

Chez les gardiens de but, le vétéran Alexandre Boivin continue d'exceller avec trois victoires en quatre sorties, 13 buts alloués sur 124 tirs, et une moyenne de 3,89. Le second portier de l'équipe locale, Owen Bonthuis a une fiche d'un gain et un revers en deux parties, huit buts alloués aux adversaires sur 100 lancers, et une moyenne de 4,82.

Malgré tout le succès de l'équipe de Guy Losier en ce début de saison 2025-2026, elle est deuxième quant aux buts marqués (25), derrière Espanola (27) après cinq joutes, mais très loin au niveau défensif parmi les 11 équipes du circuit Mazzuca avec une 9e place et 21 buts alloués déjà, juste devant Blind River au 10^e rang (25 buts), et en dernière place, les Soo Eagles avec 28 buts accordés jusqu'ici. Espanola (116 minutes) et Hearst (101 minutes) sont les deux clubs les plus punis à ce jour dans la LHJNO après cinq rencontres, devant les Soo Eagles (74 minutes), Blind River (61 minutes) et Iroquois Falls (60 minutes) pour le « top 5 » actuel du circuit Mazzuca.

Assurément, les Cubs sont encore excellents à toutes les positions, mais l'absence de trois vétérans clés de la dernière saison pourrait leur faire mal en deuxième moitié de saison. Les Voodoos, et possiblement les Jacks, sont en mesure de leur ravir cette première place en fin de saison, de même que le titre de champions des séries pour une troisième année consécutive.

Allons-y donc avec notre « probable classement » au 16 mars 2026, au lendemain du dernier match de la saison régulière dans la LHJNO.

1 ^{er} Voodoos de Powassan	76 points
2 ^e Lumberjacks de Hearst	75 points
3 ^e Cubs de Sudbury	73 points
4 ^e Paper Kings d'Espanola	68 points
5 ^e Rock de Timmins	67 points
6 ^e Soo Thunderbirds	62 points
7 ^e Beavers de Blind River	60 points
8 ^e Gold Miners de Kirkland Lake	48 points
9 ^e Storm d'Iroquois Falls	46 points
10 ^e Soo Eagles	44 points
11 ^e Rapids de French River	40 points

**Finale de ligue en avril 2026 :
Powassan contre les
LUMBERJACKS**

**CHAMPIONS des séries
éliminatoires 2026 :
les LUMBERJACKS
de Guy Losier**

Bonne saison à toutes les équipes et surtout à leurs merveilleux partisans !

À surveiller ce prochain weekend, troisième de la saison, les joutes suivantes, entre autres :

- Espanola (3v-2d) à Sudbury (2v-2d) - jeudi à 19 h
- Timmins (2v-1d) à Sault Ste. Marie, Ontario — Thunderbirds (2v-1d) - vendredi à 19 h
- Powassan (3v-0d) à Kirkland Lake (2v-1d) - vendredi à 19 h
- LUMBERJACKS (4v-1d) à Sault Ste. Marie, Michigan — Eagles (0v-5d) - vendredi à 19 h 30
- LUMBERJACKS à Blind River (1v-4d) - samedi à 19 h
- Sudbury à Sault Ste. Marie, Ontario — Thunderbirds - samedi à 19 h
- LUMBERJACKS à Sault Ste. Marie, Ontario — Thunderbirds - dimanche à 14 h

Il serait intéressant pour l'équipe locale de triompher deux fois sur trois en cette dernière fin de semaine de septembre, et conserver le 1^{er} rang de la LHJNO pour le premier mois d'action avec une fiche de six gains et deux revers en huit sorties.

GO LUMBERJACKS GO !



(Gilles Péloquin) Le trio de feu « MCT » des Lumberjacks après seulement deux semaines d'activité dans la LHJNO, soit messieurs Ty McKay (11 points), Mathieu Comeau (8 points) et Chase Thompson (8 points) sont nos TROIS ÉTOILES de la semaine selon votre hebdomadaire. À eux trois, ils totalisent en cinq parties 27 points, soit 11 buts et 16 passes, c'est-à-dire 48 % de la production offensive de l'équipe de Guy Losier pour ce début de saison, avec quatre victoires et une seule défaite, au 1^{er} rang dans la LHJNO.

CLASSEMENT SAISON 2025-2026 Selon la LHJNO, 25 septembre 2025

NOJHL	GP	PTS	Record
HL	5	8	4-1-0-0
ESP	6	8	4-2-0-0
POW	4	6	3-1-0-0
KIR	3	4	2-1-0-0
IFS	3	4	2-1-0-0
SOO	3	4	2-1-0-0
TIM	3	4	2-1-0-0
GSC	4	4	2-2-0-0
BLI	5	2	1-4-0-0
SAC	0	0	0-0-0-0
FRR	3	0	0-3-0-0
SMI	5	0	0-5-0-0

Capture d'écran : Lumberjacks/web



NE MANQUEZ RIEN DES LUMBERJACKS!

SPORTIVEMENT VÔTRE avec Gilles Péloquin

Lun-Ven • 6 h 15 | 16 h 15 | 17 h 15 • 91,1 FM

Toute l'actualité sportive locale et nationale, en direct chaque semaine !

CINN911.com

SUR UNE NOUVELLE TOITURE / ON A NEW ROOF

GAGNE 5000 \$

WIN \$5000!

Appelle **JUST ROOFING** dès aujourd'hui afin d'obtenir une ESTIMATION GRATUITE et réserve ta place pour un tout nouveau toit — en plus, cours la chance de gagner gros grâce à nos tirages hâtifs (Early Bird) exclusifs !

JUST ROOFING
FRAMING & RENOVATIONS INC.

705.372.3840

Hearst, ON
justroofing.renovations@gmail.com

Call **JUST ROOFING** today for your FREE estimate and lock in your spot for a brand new roof — plus, get a chance to win big in our exclusive Early Bird draws!

705 372-3840

** Tous les tirages se feront en ondes à CINN 91.1

** All draws will be held on air at CINN 91.1

Le **GRAND tirage** final aura lieu en direct le **17 octobre** sur les ondes de **CINN 91,1** — branche-toi et ne manque pas ta chance de gagner !

The **Grand Prize Draw** goes live on **October 17th** on **CINN 91.1** — tune in and don't miss your chance to win!